

Boško Bojović

Kosovo et les Balkans Occidentaux

***Question de stabilité régionale
et de sécurité européenne***



ECPD



***Après dix ans de protectorat:
Minorités et le patrimoine culturel en sursis***

Boško Bojović

KOSOVO ET LES BALKANS OCCIDENTAUX

Question de stabilité régionale et de sécurité européenne

Published by: **CENTRE EUROPÉEN POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT
DE L'UNIVERSITÉ POUR LA PAIX DES NATIONS UNIES**

Beograd, Terazije 41, Serbie

Phone: (+381 11) 3246-041, 3246-042, 3246-043

Fax: (+381 11) 3240-673, 3234-082

e-mail: ecpd@EUnet.rs / office@ecpd.org.rs

www.ecpd.org.rs; www.ecpdorg.net

Pour ECPD: Negoslav P. OSTOJIĆ, Directeur Exécutif ECPD

Editeurs: Takehiro Togo/Negoslav P. Ostojić

Design: Nataša OSTOJIĆ ILIĆ

Tirage: 1000

ISBN 978-86-7236-068-4

CIP – Каталогизacija у публикацији
Народна библиотека Србије, Београд

327.7/.8(497.115)

323.1(497.115)

BOJOVIĆ, Boško, 1948–

Kosovo et les Balkans Occidentaux : questions de stabilité régionale et de sécurité européenne / Boško Bojović ; editeurs Takehiro Togo, Negoslav P. Ostojić. – Beograd : #ECPD, #Centre européen pour la paix et le développement de l'Université pour la paix des Nations Unies, 2011 (Beograd : Grafikom Uno). – 51 str. ; 21 cm

«Bosko I. Bojović ... a présente son ouvrage ... lors de la Sixième ECPD Conférence internationale sur la Réconciliation interethnique, la tolérance religieuse et la sécurité humaine dans les Balkans, tenue à Brioni, Croatie, les 28 et 29 octobre 2010.»

--> Preface. – Tiraž 1.000. – Preface: str. 5. – Napomene i bibliografske reference uz tekst.

ISBN 978-86-7236-068-4

a) Косовско питање - Међународна заједница b)

Косово – Етнички односи

COBISS.SR-ID 187800076

SOMMAIRE

Introduction	5
Après dix ans de protectorat: minorités et patrimoine culturel en sursis	7
De la démographie historique à la démographie politique	10
Les dévastations au Kosovo en 1999 et en 2004	14
Le Kosovo entre histoire et démographie	15
Le cadre géopolitique d'un désastre humanitaire et culturel	17
Départs sous la contrainte des populations non albanaises et destructions massives	19
Les victimes dans l'Eglise orthodoxe	20
La continuité dans les violences contre les religieux	21
Le patrimoine religieux, cible principale du nettoyage ethnique	23
Destructions et pogroms des 17, 18 et 19 mars 2004	24
Destruction de deux monastères, ainsi que du siège épiscopal et du séminaire de Prizren,	25
De la Yougoslavie aux Balkans Occidentaux = effets de désintégration et intégration en question	27
Le précédent de la Turquie	37
Turquie et Kosovo – causes et effets	39
Les Balkans Occidentaux et les intégrations euroatlantiques	43
Annexe	
Rapport de Dick Marty au Conseil de l'Europe	47

INTRODUCTION

Boško I. Bojović, Professeur à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, France, chercheur de longue date au domaine des événements historiques et contemporains dans les Balkans, tout particulièrement au Kosovo et Metohija, a présenté son ouvrage intitulé «*Kosovo et les Balkans Occidentaux – Question de stabilité régionale et de sécurité européenne*» lors de la Sixième ECPD Conférence internationale sur la Réconciliation interethnique, la tolérance religieuse et la sécurité humaine dans les Balkans, tenue à Brioni, Croatie, les 28 et 29 octobre 2010. Le professeur Bojović a complété son ouvrage en y ajoutant des événements nouveaux, et l'a envoyé au Centre Européen pour la Paix et le Développement, établi par les Nations unies, en proposant qu'il soit publié dans le cadre du ECPD Programme international "Les voies de l'établissement de paix et de stabilité dans les Balkans".

En tenant compte de l'importance et de l'actualité des questions traitées par le professeur Bojović dans son ouvrage (événements récents et situation actuelle au Kosovo après douze ans de protectorat, notamment en ce qui concerne la situation des minorités nationales et la sauvegarde du patrimoine culturel), conscient de la complexité des questions traitées, l'ECPD, le Conseil Académique du Centre Européen pour la Paix et le développement de l'Université pour la Paix des Nations unies a pris la décision de publier cet ouvrage comme brochure séparée.

Le Centre Européen pour la Paix et le Développement considère que l'ouvrage du professeur Bojović peut être utile à toute institution et à tout individu s'occupant (ou étant intéressé) par des questions liées au présent et à l'avenir du Kosovo et de son environnement immédiat ou éloigné, c'est-à-dire par la paix et la sécurité dans cette région.

APRÈS DIX ANS DE PROTECTORAT: MINORITÉS ET PATRIMOINE CULTUREL EN SURSIS

Entre l'intervention de l'OTAN, qui en 1999 instaure un protectorat international sur le Kosovo, et la reconnaissance de son indépendance par une partie de la communauté internationale en février 2008¹, des bouleversements profonds se sont opérés dans ce que fut la province méridionale de la Serbie. Survenus essentiellement après l'instauration du protectorat, ces bouleversements ont sensiblement modifié les structures ethniques et confessionnelles, ainsi que l'habitat et l'architecture de cette province promue en un deuxième État albanais dans les Balkans. Une grande partie des minorités fut contrainte à s'expatrier, une moitié des édifices classés monuments historiques fut détruite, des cimetières profanés, voire rasés, les cadastres falsifiés, les biens immobiliers et autres spoliés. Loin d'être enrayé, le crime organisé fait du Kosovo la plaque tournante de toutes sortes de trafic, depuis celui des êtres humains à celui des stupéfiants, des armes, au blanchiment d'argent et à la corruption². L'économie sous perfusion

¹ Le Kosovo n'est reconnu ni par l'ONU (ce qui nécessiterait la reconnaissance de la majorité des États membres de l'ONU, Kosovo est reconnu par 71 sur 192 États membres), ni par l'Union européenne en raison de l'opposition de plusieurs de ses membres (Espagne, Grèce, Chypre, Roumanie, Slovaquie). Majoritairement, ce sont les États qui entretiennent de bonnes relations avec les États-Unis et leurs alliés qui ont reconnu l'indépendance, au contraire de la Russie, la Chine par exemple ou encore une très large partie de l'Amérique du Sud. Certains États pourtant membres de l'Union européenne ou de l'OTAN, la refusent par crainte de légitimer des volontés séparatistes sur leur propre territoire, c'est le cas notamment de l'Espagne, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Kosovo#G.C3.A9ographie>

² «L'ONU et la Kfor n'ont pas résolu le problème, même pas en partie». «Les rapports secrets des services de renseignements laissent supposer que le Kosovo, malgré l'administration de l'ONU et la troupe internationale de stabilisation, est une des plaques tournantes criminelles les plus importantes d'Europe. Une des rai-

continue est loin d'être redressée³, le taux de chômage est le plus élevé d'Europe, plus de 70%, pour une population dont 65% ont moins de 30 ans, le climat d'insécurité pour ce qui reste des minorités, n'assure aucune perspective viable pour leur survie dans ce nouvel État des Balkans. Le départ annoncé des forces internationales, déjà réduites de moitié, ne présage rien d'avenant pour les Serbes et leurs religieux exposés en premier lieu aux brimades et autres discriminations. Exposée à l'hostilité de la majorité albanaise, à quel avenir la population minoritaire est-elle vouée après le départ des forces de sécurité internationales? Seule une plus grande tolérance ethnique et confessionnelle pourrait améliorer la sécurité et la survie de la minorité. Les autorités religieuses

sons en est que le trafic de drogue est très lucratif: une grande partie de la récolte d'opium croissante d'Afghanistan arrive sur le marché d'Europe occidentale sous forme d'héroïne via l'Albanie et le Kosovo. Selon Klaus Schmidt, chef de la Mission d'assistance de la Communauté européenne à la police albanaise (Pameca), chaque jour, 500 à 700 kilos passent par l'Albanie et le Kosovo et sont en partie transformés dans leurs laboratoires. Chaque jour, un million d'euros d'argent de la drogue est échangé sur le marché gris de la capitale albanaise de Tirana. Selon les spécialistes, il s'agit là du «plus important cartel de la drogue au monde» qui soit apparu au cours des dernières années». Dans l'analyse des 67 pages du rapport des Services de renseignements allemands sur la criminalité organisée au Kosovo, qui date du 22 février 2005, on peut lire ceci: «Par l'intermédiaire des acteurs clés (comme Haliti, Thaçi, Haradinaj), il existe des imbrications étroites entre la politique, l'économie et des structures criminelles opérant au niveau international. Les réseaux criminels qui les soutiennent favorisent l'instabilité politique. Ils n'ont aucun intérêt à ce que s'instaure un ordre étatique efficace qui pourrait générer leurs florissantes affaires. [C'est pourquoi] les acteurs importants de la criminalité organisée aspirent à des postes de premier plan dans le gouvernement ou dans les partis et/ou entretiennent de bons rapports avec ces milieux.» La criminalité organisée se constitue ainsi «un milieu politique approprié». Telle est l'analyse que les Services de renseignements qualifient d'«informations classifiées», cf. J. Roth, *Weltwoche*, n° 43 (2005), <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=8630>

³ Alors que jusqu'en 1999 Kosovo enregistrait un important excédent dans la production de l'électricité, «c'est en matière d'approvisionnement en énergie que «l'échec de l'UNMIK» est le plus patent. Malgré une présence massive, elle n'a, au bout de 7 ans, même pas réussi à assurer au moins l'approvisionnement en électricité. Aujourd'hui encore, il y a tous les jours des pannes de plus de 10 heures dans tout le pays qui font que chaque hiver des personnes meurent de froid», A. Kunz, «Le Kosovo, «zone multifonctionnelle à criminalité tous azimuts», *Horizons et débats*, n° 18, 5 mai 2008, Zurich, <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=916>

au Kosovo sont-elles susceptibles de contribuer à l'instauration d'une paix civile visant à surmonter l'intolérance? Peut-on s'attendre à une médiation régionale alors que l'intervention occidentale est en train de s'acheminer vers un flagrant constat d'échec? Avant d'aborder une question aussi ardue, il convient de faire état de quelques éléments sensibles d'un précédent qui risque de rendre encore plus incertaine l'insertion des Balkans Occidentaux dans le processus d'intégration euroatlantique.

Le taux de croissance démographique et l'augmentation fulgurante du nombre des Albanais du Kosovo, le dépérissement des autres populations au sein de ce territoire, qui touche en premier lieu le plus grand groupe minoritaire, les Serbes, sont en passe d'instaurer une homogénéité ethnique et confessionnelle contraire à tous les principes affichés, et incompatibles avec des normes civilisationnelles européennes. Si le régime communiste porte la responsabilité de la dérive nationaliste de son idéologie communautariste, les démocraties occidentales ont endossé une responsabilité historique en laissant libre champs à un processus de majoration violente et arbitraire d'une population majoritaire sur ses minorités autochtones désormais menacées de disparition, y compris par l'effacement pur et simple de toute trace de leur héritage. Privilégiant le droit naturel, celui qui règne dans la nature sous forme de sélection naturelle et de rapport de force brute⁴, la plus grande alliance militaire de l'histoire a imposé le précédent de la loi du plus fort sur une partie de l'Europe dont le patrimoine spirituel et culturel compte parmi plus belles réalisations de civilisation chrétienne depuis le Moyen Age. Loin

⁴ Les guerres coloniales ont été justifiées en invoquant le darwinisme social, excroissance monstrueuse de la théorie de la sélection naturelle de Charles Darwin, et la vocation des « *races supérieures* » à dominer les autres, **darwinisme social; Charles Darwin** Voir aussi: Bernard Bruneteau, *Le siècle des génocides, Violences, massacres et processus génocidaires de l'Arménie au Rwanda* (Armand Colin, 2004, 256 pages.

de résoudre l'un des points chauds de la poudrière balkanique, l'échec du protectorat occidental sur le Kosovo à assurer la cohabitation pacifique des communautés imbriquées, ouvre la voie à d'autres implications, conflits et restructurations territoriales, ingérences et arbitrages, peu susceptibles d'instaurer une sécurité et une stabilité durables sur le sol balkanique et européen.

DE LA DÉMOGRAPHIE HISTORIQUE À LA DÉMOGRAPHIE POLITIQUE

Peu enviable du temps du pouvoir communiste, le sort des non Albanais au Kosovo n'est nullement amélioré avec l'instauration du protectorat international. En témoigne de manière éclatante le fait que leur nombre chute de 20 à 10%, alors que la majorité ethnoconfessionnelle atteint une homogénéité de quelque 90%, fait sans précédent dans la diversité culturelle et ethnique propre aux Balkans. Un rappel des changements dans les structures ethniques du Kosovo se doit de recourir à la démographie historique qui aboutit à l'actuel état de fait, constat qui ne peut être comparé qu'à une autre partie du Monde.

Majoritaires à la fin du Moyen Age, les chrétiens du Proche Orient y sont représentés à 4% de nos jours. Sans les Coptes d'Égypte, ce pourcentage serait bien plus réduit encore. Exposés aux exactions et autres pogroms des populations majoritaires, ils n'ont pas la chance d'avoir les droits de protection des minorités en Europe et dans d'autres parties du Monde, ce qui explique leur dépérissement qui ne cesse de s'accélérer. Les taux de croissance démographique ne peut à lui seul expliquer donc leur situation peu enviable. Opposant les avions sans pilote (les drones) aux bombes humaines, symbole de la déshumanisation de la guerre infligée aux populations civiles et scellant le sort des minorités chrétiennes notamment, la tragédie

des chrétiens d'Irak qui se déroule actuellement est l'exemple sans doute le plus flagrant des effets désastreux de la politique d'intervention des USA et de leurs alliés occidentaux.

Il en est actuellement de même sur une portion du sol européen ou une population autochtone que sont les Serbes du Kosovo est réduite à environ 5% de sa population. À ceci près que ce processus se déroule à une vitesse exponentielle – sous les auspices de la communauté internationale et en vertu du droit humanitaire impliquant la protection de minorités – en l'occurrence albanaise, ce qui a servi à la plus grande mobilisation de la plus grande alliance militaire de son histoire.

Acquise selon toute probabilité il y a un peu plus d'un siècle (?), même si peu fiables, les données démographiques permettent néanmoins de suivre un processus singulièrement révélateur d'homogénéisation d'une population aux dépens d'une autre. Alors qu'à la fin du XIXe siècle les pays balkaniques s'émancipent peu à peu de la domination turque (ou ottomane), les populations islamisées se regroupent dans les derniers territoires restés turcs en Europe. Ce fut notamment le cas du Kosovo⁵ après le Congrès de Berlin en 1878 qui avait pour but de régler la gestion des restes de l'héritage turc dans les Balkans – en établissant un protectorat autrichien sur la Bosnie, alors peuplée à plus de 60% de populations chrétiennes⁶.

⁵ Une étude réalisée en 1871 par le colonel autrichien Peter Kukulj pour l'usage interne de l'armée austro-hongroise a montré que le mutesarifluk de Prizren (correspondant largement à l'actuel Kosovo) avaient quelque 500.000 habitants, dont: 318.000 Serbes (64%), 161.000 Albanais (32%), 10000 Roms (Tsiganes) et les Circassiens, 2,000 Turcs (*Das Fürstenthum Serbien und Türkisch-Serbien, eine militärisch-geographische Skizze von Peter Kukulj, Major im k.k. Generalstabe*, Wien 1871), http://fr.wikipedia.org/wiki/Démographie_historique_du_kosovo

⁶ Il convient de signaler que les Balkans sont peuplés aujourd'hui de quelque 70% de chrétiens orthodoxes, les 30% restants étant repartis en parts sensiblement égales entre chrétiens catholiques et musulmans (albanais, slaves et turcs pour l'essentiel). À ceci près que le taux de croissance démographique entre ces trois grands groupes est fort disparate. Durant près d'un siècle, période pour laquelle les recensements

C'est donc après 1878 que les Albanais musulmans quittent les territoires nouvellement retirés à la Turquie pour se regrouper au Kosovo où leur minorité n'avait cessé de s'étendre avec les exodes successifs des populations chrétiennes depuis notamment la guerre de la Sainte Ligue contre la Turquie à la fin du XVIIIe siècle.

C'est ainsi qu'après 1912, après que la coalition des pays balkaniques met fin à la domination turque dans les Balkans, et lorsque le Kosovo est rattaché à la Serbie, une majorité musulmane essentiellement albanaise y est déjà établie. En 1921, le premier recensement en Yougoslavie dénombre ainsi 65,8% (289.000) d'Albanais et 20,7 (92.000) de Serbes, le reste étant reparti entre Turcs (6,5%), musulmans slaves (3.5%), Tziganes (2.5%), Croates (0.7%), etc.

En 1948, le premier recensement organisé après la IIe Guerre mondiale fait état de 498.000 (65%) Albanais, 200.000 (27,5%) Serbes, la proportion des autres groupes n'ayant pas sensiblement changé, mis à part des musulmans slaves (diminuant de plus de moitié, 1,4%), dont une partie se déclarait alors serbe, et surtout les Turcs (0,1%), dont la majeure partie avait émigré en Turquie dans l'entre-deux-guerres. L'hostilité envers la Yougoslavie du bloc soviétique suite à la rupture entre Tito et Staline en 1948, y compris de l'Albanie voisine, avait amené le régime yougoslave à pratiquer une politique de séduction envers la majorité albanaise du Kosovo où fut instaurée une autonomie territoriale et politique toujours plus grande avec la décentralisation de la fédération yougos-

existent pour tous les pays balkaniques (depuis 1921), la croissance démographique chez les orthodoxes et de l'ordre de 100%, ce qui correspond à une moyenne européenne, celle des catholiques se réduit à 50%, alors que chez les populations musulmanes elle atteint 200%. Illustration éclatante, s'il en est, de la redoutable théorie de la guerre des civilisations, que l'influent géopoliticien américain Samuel Huntington a formulée après la fin de la Guerre froide (S. P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, *Foreign Affairs*, 1993; Id., "The West Unic not Universal", *Foreign Affairs*, Novembar-December 1996).

lave, notamment après la constitution de 1974, qui promut le Kosovo en un véritable État dans l'État serbe. Dès lors, toujours plus favorisée par les autorités locales, la population albanaise croît d'une manière fulgurante, passant de 73,6 en 1971, à 77,5 en 1981, pour atteindre 81,6% en 1991, alors que la proportion des Serbes sous l'effet de discriminations, pressions et autres intimidations décroît à 21% en 1971, 15,1% en 1981 et 11,1% en 1991. Il en est de même des autres groupes, dont les Croates qui descendent à 0,4%, alors que les Tsiganes restent dans une proportion sensiblement égale, mis à part les Musulmans slaves qui doublent leur pourcentage de 1,4 à 3,4% entre 1948 et 1991. En espace d'à peine deux générations, entre 1948 et 1991, passant de moins d'un demi à plus d'un million et demi, le nombre des Albanais au Kosovo a ainsi plus que triplé. Avec un taux de natalité qui pour cette période approche les 40%, contre la moyenne européenne actuelle de 10%, celle des Albanais du Kosovo se situe parmi les plus fortes au Monde dont la moyenne est de 22%, de l'ordre de celle de l'Afrique, 38%, alors qu'en Asie elle est de 22, aux Amériques de 20%, en France 13%, en Serbie-Monténégro 11% et en Albanie 17%. Une croissance aussi démesurée, aussi bien par rapport à la moyenne européenne et même à celle des pays voisins, deux fois plus grande qu'en Albanie, pose de nombreuses questions ardues pour les spécialistes, à commencer par la fiabilité des recensements et des estimations. Le fait est qu'après un demi-siècle de régime communiste et post-communiste, l'intervention de l'OTAN ne fait que sceller le sort des minorités et impose aux Serbes du Kosovo une position qui ne peut être comparable qu'à celle des chrétiens au Proche Orient, voire à celle des Palestiniens en Israël⁷.

⁷ Taux de natalité: Europe 2001: Albanie 17% Macédoine 14, Portugal 12, Serbie-Monténégro 11, France 13, Monde 22 (1,3), Afrique 38, Amérique 20, Asie 22, Europe 10 = 0.

LES DÉVASTATIONS AU KOSOVO EN 1999 ET EN 2004

Parmi les victimes des désastres humanitaires et culturels qui se perpétuent au Kosovo depuis la guerre de sécession déclenchée par les nationalistes albanais en 1998, en dehors des victimes civiles majoritaires chez les non Albanais, on compte les religieux orthodoxes serbes, ainsi que des lieux de culte, églises et monastères dont un grand nombre fait partie d'un patrimoine historique inestimable pour les populations chrétiennes minoritaires, de même que les cimetières profanés, rasés, et toute la mémoire d'une culture séculaire en péril, vouée à la disparition. Le diocèse de Prizren de l'Église orthodoxe serbe, qui recouvre le territoire du Kosovo, est celui qui a vu la plus importante restauration du monachisme⁸ en ex-Yougoslavie après que l'affaiblissement de l'emprise du communisme à la fin du XXe siècle, a laissé libre champs au renouvellement de la religiosité et à la ré-évangélisation des populations chrétiennes. Perçus comme signe le plus perceptible d'une présence chrétienne et serbe, les religieux et leurs communautés, les églises et les monastères ont été et continuent d'être la cible privilégiée de ce qu'il convient de désigner par une purification ethnique sans précédent sur le sol européen depuis la Deuxième guerre mondiale.

⁸ En 2005, le diocèse de Kosovo avait 173 moines et moniales (sur 1.142 dans l'Église Orthodoxe serbe), repartis en 16 couvents, ainsi que 58 prêtres; contre 48 moines et moniales dans 10 couvents et 55 prêtres en 1975. Avec quelque 15% de moines et moniales dans l'EOS, le diocèse de Kosovo représente donc la deuxième concentration de spiritualité monastique de l'EOS; le diocèse premier diocèse par le nombre des religieux établis dans les communautés monastiques étant celui de Zica avec 235 moines et moniales. En tout l'EOS compte en 2005, 380 moines et 762 moniales, ainsi que 2.620 prêtres; contre 247 moines et 707 moniales et 2.090 prêtres en 1975. A cela il faut ajouter le Séminaire de Prizren, qui, avec ses dix enseignants-religieux et 99 séminaristes, dut être délocalisé, dès 1999, dans la ville de Nis, en Serbie méridionale, le Séminaire, l'un des plus anciens de l'EOS, ainsi que le siège épiscopal ayant été complètement détruits par les Albanais, cf. *Schématismes* de l'EOS de 1975 et de 2005.

L'Alliance atlantique s'étant ainsi érigée en exécutant testamentaire d'un communisme apparemment défunt, et les bouleversements démographiques qui en découlent instaurent à long terme un état de souffrances et d'isolement pour les minorités résiduelles du Kosovo, dont les Serbes et leur patrimoine paient le prix le plus lourd. Un prix sans appel dont ils doivent s'acquitter pour la politique irresponsable de leurs dirigeants, ainsi que pour le pragmatisme à courte vue des démocraties occidentales. À quelques 500 km de Rome, 700 de Vienne et 300 de Belgrade, sise à la frontière même de l'Europe centrale, c'est une civilisation autochtone chrétienne qui est aujourd'hui en voie de dépérissement.

LE KOSOVO ENTRE HISTOIRE ET DÉMOGRAPHIE

Le Kosovo est une terre de 10877 km². C'est une région en partie montagneuse, avec toutefois deux grandes plaines:

- La plaine du Kosovo proprement dite, ou Kosovo oriental; le Kosovo oriental (*Kosovo Polje* en serbe et *Fusha e Kosovës* en albanais) correspond au bassin supérieur de la Sitnica.
- La plaine du plateau occidental, la Métochie que les Albanais nomment Dukadjin et que les appellent *Rrafsh i Dukagjinit* (plateau de) ou simplement *Dukagjin*; ce plateau correspond au bassin supérieur du *Beli Drim* en serbe et *Drini i Bardhë* en albanais) qui rejoint le (*Drini i Zi* en albanais) Drim pour se jeter dans la Mer Adriatique. Les deux bassins sont séparés par la chaîne de collines de la Drenica.

Cette division en deux plaines se retrouve dans le nom de Kosovo-et-Métochie, et a eu une influence dans l'histoire. Ainsi, après les (1912–1913), le Kosovo a été intégré à la Serbie, alors que l'essentiel de la Métochie a été rattaché au Monténégro.

Avant l'après 1945, Kosovo et Metochia n'ont jamais constitué dans le passé une entité administrative et encore moins

étatique. Plus de 97% de toponymes du Kosovo sont issus de fond lexique serbe, ce qui indique bien l'origine de sa population de souche majoritaire jusqu'avant la fin du XIXe siècle.

Les Serbes considèrent le Kosovo sous un angle particulier puisqu'il fut depuis le Moyen Age le centre économique, administratif et spirituel de la Serbie. En conséquence, il abrite un nombre considérable d'églises et de monastères, ainsi que le siège du Patriarcat de Pec de l'Église orthodoxe serbe ayant une valeur spirituelle forte.

La densité du patrimoine historique et spirituel au Kosovo est telle que plus de 300 sites de la région sont classés par l'Organisme de la protection des monuments historiques, plus de 90% sont des sites religieux chrétiens, dont 3 catholiques. Ce qui représente une église sur 37,5 km², autrement dit sur une superficie de 6 sur 6 km, ou un site religieux chrétien sur chaque heure de marche de ce territoire dont la superficie ne dépasse pas celle de deux départements français.

Les monastères des Saints Archanges, de Banjska, de Gracanica, de Decani, de Devic, la Cathédrale de la Vierge de Ljevisa, le séminaire et le siège épiscopal de Prizren, sont les plus importants monuments de ce patrimoine, dont la majeure partie (les monastères de Decani et de Gracanica, le patriarcat de Pec, la Cathédrale de Ljevisa) a été classée sur la liste du Patrimoine mondial⁹, et sur la Liste du patrimoine mondial en péril 42,43¹⁰. Depuis juin 1999, près de 150 lieux de culte chrétien ont été pillés, incendiés, dynamités, saccages, profanés ou vandalisés par les extrémistes albanais 44.

La disproportion entre l'étendue de ce patrimoine spirituel, desservi par un nombre relativement important de religieux,

⁹ Patrimoine mondial de l'UNESCO

¹⁰ liste du patrimoine mondial en péril

l'explosion démographique des Albanais et la quasi-disparition de la population autochtone chrétienne sur la majeure partie de ce pays, a fait de ce patrimoine une cible privilégiée du nationalisme albanais. Passant de moins de 500 000 en 1948, la population albanaise du Kosovo a plus que triplé en 43 ans (en 1981), pour quadrupler après 1999. La population serbe, quant à elle, voit son effectif divisé par trois dans la même période, sa majeure partie ayant été contrainte de quitter le berceau de leur patrie après l'intervention de l'OTAN en juin 1999. Des milliers de leurs maisons, des centaines d'églises, des dizaines de monastères, de cimetières, sont dès lors, dévastés, voir rasées de la surface de la terre, comme si l'expansion démographique devait être scellée par l'effacement de toute trace de l'autre dont l'existence doit ainsi être annihilée jusque dans sa mémoire.

LE CADRE GÉOPOLITIQUE D'UN DÉASTRE HUMANITAIRE ET CULTUREL

L'éclatement de la Yougoslavie a eu pour conséquence une succession de guerres (1991–1999), dont le lourd bilan en vies humaines est estimé à environ 140 000 morts et environ 40 000 de personnes portées disparues¹¹, alors que le nombre de déplacés est estimé à cinq millions. Au Kosovo on déplore 10 533 Albanais¹², 2 238 Serbes¹³ (dont 309 femmes), 126

¹¹ Dont 30.000 lors de la guerre en Bosnie (1992–1995), 5.500 en Croatie et 4.400 au Kosovo, chiffres de l'ICMP – International Commission on Missing Persons (<http://www.ic-mp.org/BA/icmp-worldwide/southeast-étrope>), établies en 2008.

¹² *Kosova Crisis Centar* estime à 2.000 le nombre de civils albanais tués par les forces armées serbes avant l'intervention de l'OTAN et leur départ en 1999, <http://www.alb-net.com/warcrimes-img/warcrimes.htm>

¹³ Le 18/07/1998 la milice albanaise de l'UCK a exécuté 21 civils serbes des villages de Retimlje et Opterusa qui furent jetés dans une fosse commune. Le 27/06/1999, l'UCK enlève 14 villageois, dont 9 femmes, de Dojnice près de Prizren, ils sont toujours portés disparus, <http://www.hlc-rdc.org/Saopstenja/1759.sr.html>

Roms et 428 autres, tués en 1998–2000¹⁴. Parmi les victimes serbes, on compte 918 militaires et policiers morts en combattant l'UCK¹⁵ et tués par les bombardements de l'OTAN¹⁶. En 2001, le nombre de disparus au Kosovo est estimé par la CICR (MKCK) à 3 530 personnes, dont 2.700 Albanais et 830 autres, dont 550 Serbes, proportion importante si l'on tient compte du pourcentage des Serbes dans la province de Kosovo, environ 10%¹⁷. Les chiffres de la Croix Rouge font état de 20% de Serbes portés disparus avant et 5% lors de l'intervention de l'OTAN¹⁸, alors que 75% sont portés disparus depuis (*Vreme*, n° 529, 22/02/2001). En 2007, 17.882 sont toujours portés disparus, dont 13.449 en Bosnie, 2.389 en Croatie et 2.047 au Kosovo¹⁹, en 2010 les sources non gouvernementales dénombrent encore 1.837 disparus au Kosovo²⁰, dont 532 Serbes²¹.

¹⁴ Au Kosovo on estime entre 8.000 et 10.000 Albanais et entre 2.000 et 2.500 autres, tués en 1998-2000 <http://www.hlc-rdc.org/FHPKosovo/KOSOVO-KNJI-GA-PAMCENJA/index.1.sr.html>

¹⁵ Milieu 1998 l'UCK (Armée de libération de Kosovo) regroupait 25.000 combattants qui avaient pris contrôle de 40% du territoire du Kosovo, essentiellement des communes rurales et quelque agglomérations de moindre importance, http://sr.wikipedia.org/sr-el/HATO_бомбардовање_CPJ

¹⁶ La proportion des victimes civiles, 54%, et militaires-policiers, 35%, les 11% n'ayant pu être déterminé, indique une majorité significative des victimes civiles serbes.

¹⁷ Les chiffres établis en 2009 par la Fondation du Droit Humanitaire, font état de 16,68% Serbes et 78,48% Albanais parmi les victimes qu'on déplore au Kosovo, cf. <http://www.hlc-rdc.org/uploads/editor/KO%20nealbanci%20prezentacija%20SER.pdf> Ce qui porte la proportion des tués à près de 1 sur 4, alors que le rapport des deux populations au Kosovo est avancé à 1 sur 10 en faveur des Albanais.

¹⁸ À défaut des chiffres officiels, indisponibles ou plutôt inexistantes, on estime à 2.500, dont 557 civils, morts et 12.500 blessés, les victimes de bombardements de l'OTAN, lors de l'intervention humanitaire baptisée officiellement «Noble Enclume (Noble Anvil)», et qui ont duré 78 jours. Les destructions infligées par les 19 pays de l'OTAN à la Serbie-Monténégro, sans l'autorisation de l'ONU, sont estimées à 29,6 milliards de dollars, *Glas Javnosti*, 24-25 mars 2007.

¹⁹ Chiffres de la Croix rouge (CICR), cf. *Blic*, 30/08/2007.

²⁰ http://www.slobodnaevropa.org/content/nestali_medjunarodni_dan_kosovo/2141354.html

²¹ http://www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2010&mm=08&dd=30&nav_id=455081

DÉPARTS SOUS LA CONTRAINTE DES POPULATIONS NON ALBANAISES ET DESTRUCTIONS MASSIVES

Une première vague de destruction survint à la suite de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie et le Monténégro en 1999. Elle a pour objet des milliers de maisons serbes dont une majeure partie de la population, estimée à environ 207.000 personnes, est chassée de ses foyers. La population non albanaise (Tziganes, musulmans slaves, Turcs, etc.), qui aurait été contrainte de quitter le Kosovo entre 1999 et 2004, est estimée à 287.000²², ce qui représenterait quelque 15% de sa population. Parmi ces exilés, 212.781 sont recensés en Serbie et 29.500 au Monténégro où ils ont trouvé refuge²³. Le nombre de ceux qui ont trouvé refuge au sein des enclaves serbes du Kosovo est estimé à 20.000 personnes.

Le Gouvernement de Serbie a établi une liste, avec état civil, de 1.002 Serbes et 152 autres personnes portées disparues au Kosovo entre janvier 1988 et juin 1999. La liste des tués entre janvier 1999 et mai 2000, qui compte 709 Serbes, 67 Albanais et 71 autres, Gitans et autres, dont les corps sont souvent mutilés, fait état des victimes de l'UCK dans la même période²⁴.

Les assassinats et départs forcés des Serbes se perpétuent après l'instauration du protectorat en 1999; en 2000, 105 civils serbes et autres minorités sont tués ou portés disparus au Kosovo²⁵, sur une population estimée à moins de 200 000 après 1999²⁶.

²² <file:///Влада%20Републике%20Србије%20за%20Косово%20и%20Метохију.html>

²³ <http://www.srbija.gov.rs/kosovo-metohija/?id=20031>

²⁴ <file:///Влада%20Републике%20Србије%20за%20Косово%20и%20Метохију.html>

²⁵ <http://www.hlc-rdc.org/uploads/editor/KO%20nealbanci%20prezentacija%20SER.pdf>

²⁶ En attendant le recensement prévu pour 2011, on estime la population de Kosovo à environ 2.173.000, dont 2.000.000 Albanais, 115.000 Serbes, 50.000 musulmans

Actuellement, le Ministère du rapatriement au Kosovo se félicite du retour de quelque 1.000 expatriés en 2010, dont une moitié est serbe²⁷. À ce rythme il faudrait 200 ans pour que les 280.000 expatriés recouvrent leurs foyers au Kosovo.

LES VICTIMES DANS L'ÉGLISE ORTHODOXE

Chariton Lukić, né le 21 novembre 1960, avait prononcé ses vœux de moine en 1995 pour s'établir dans le monastère des Saints-Archanges, près de Prizren. Il fut enlevé le 16 juin 1999 dans les rues de cette ville par les combattants de l'UCK en uniforme noir (un militaire allemand a été témoin de ces faits et en a aussitôt alerté les autorités de l'EOS), alors que les forces du contingent allemand de la KFOR avaient déjà pris position dans cette partie du Kosovo. Sa dépouille décapitée fut trouvée le 8 août 2000 dans le cimetière d'un village albanais (Tusus), près de Prizren, avec plusieurs autres corps des civils serbes enterrés à la hâte dans ce cimetière albanais. Plusieurs côtes brisées, la main gauche cassée, plusieurs vertèbres manquant à son squelette, ainsi que les trous sur la soutane autour du cœur, suggèrent qu'il aurait été torturé et poignardé²⁸. La tête n'ayant pas été retrouvée, la dépouille du père Chariton fut transférée au monastère de Gracanica où un office fut célébré par l'évêque Artemije, puis enterrée dans

slaves et un petit nombre de Turcs dont la plupart sont partis après 1999, le reste étant essentiellement composé de divers groupes de Gitans, Roms, Askalis, etc. La structure confessionnelle est de 81% de musulmans, entre 6 et 7% d'orthodoxes et 3% de catholiques, donc moins de 9% de chrétiens, 10% se déclarant athée. Le dernier recensement digne de foi est celui de 1981, avec 1.584.440 habitants, dont 1.226.736 Albanais, 209.497 Serbes et 27.028 Monténégrins, 157.586 Musulmans et 34.126 Roms, http://www.bosnahistorija.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1272:kosovo-na-popisu-stanovnistva-2011&catid=42:demoanaliza&Itemid=54

²⁷ http://www.danas.org/content/porastao_povratak_raseljenih_na_kosovo/2135545.html

²⁸ <http://www.mikeadkins.com/article/новомученик-харитон-фр-chariton-lukic-killed-by-albanian-muslim-terrorist/>

le monastère de Crna Reka. Les icônes sont depuis peintes en sa mémoire, un tropaire a été composé à des fins liturgiques et le père Chariton est considéré par beaucoup comme un nouveau martyr du Christ.

Stefan Puric fut enlevé par les Albanais de l'UCK armés. Ce prêtre-moine de Budisavci²⁹, un monastère près de Klina, à 17 km de Pec, a été enlevé le 19 Juillet 1999 et depuis lors, on ne savait rien de lui. Selon des informations non confirmées du côté albanais, Stefan a été tué et son corps jeté dans un puits vide et couvert de cadavres d'animaux³⁰.

Les prêtres Dragan Kojic et Radoje Demic furent blessés par balle par les Albanais en 2004^{**}. C'est ainsi que les nationalistes albanais récompensent les moines et les prêtres serbes alors que les monastères orthodoxes accueillirent et protégèrent nombre des civils albanais lors de la guerre de 1999³¹.

LA CONTINUITÉ DANS LES VIOLENCES CONTRE LES RELIGIEUX

Lors de la Seconde Guerre mondiale l'Eglise est la cible de choix du nationalisme albanais au Kosovo. L'Abbé Damaskin Boskovic était le prier du monastère de Devic au moment où la guerre mondiale a éclaté. Après l'assassinat du Père

²⁹ <http://www.kosovo.net/budisavci.html>

³⁰ <http://www.kosovo.net/glavna.html>

³¹ «Decani Monks' Courage Saved the Lives of Many Kosovars», by Scott Canon, Knight Ridder, *Newspapers*, 23 June 1999, «Monastic refuge for Kosovars», by Steven Erlanger, *The New York Times*, <http://www.kosovo.net/default2.html>

Damaskin³², le monastère de Devic a été brûlé et détruit³³. Immédiatement après que les troupes italiennes ont établi une Grande Albanie, les extrémistes albanais du Kosovo, organisés par le radical Balli Kombetar Parti, ont lancé une série d'attaques contre les Serbes, population orthodoxe de la province. Selon les documents historiques, quelque 10.000 Serbes ont péri dans ces pogroms, plus de 100.000 Serbes ont été chassés du Kosovo et Metohija. Leurs maisons et des villages entiers ont d'abord été pillés par les musulmans albanais, puis incendiés et dévastés. Église orthodoxe serbe a été frappée avec une cruauté exceptionnelle. En 1941, les Albanais ont tué 14 prêtres et une religieuse. L'Abbé Damaskin Boskovic a été assassiné le plus brutalement, alors que certains prêtres, comme les Pères Luka Popovic, Uros Popovic et Slobodan Popovic, ont été tués au cours de la sainte liturgie³⁴.



³³ C'est seulement en 1954 que le monastère a été reconstruit et est redevenu un couvent.

³⁴ <http://www.kosovo.net/glavna.html>

L'Église continue à payer tribut en vies humaines après la guerre 1941-1945. Frère Gavriilo, le moine de monastère de Decani est né à Mostar Herzégovine dans une riche famille de marchands de vin. Il a rejoint la fraternité de Decani avant la Seconde Guerre mondiale ou il a été ordonné archidiacre. Gavriilo était exceptionnellement doué pour les langues étrangères et parlait couramment l'italien, ce qui a été d'une grande aide pour le monastère pendant l'occupation italienne du Kosovo. Après la guerre, il a été arrêté par les autorités communistes et a été torturé dans la prison de Pec. Enfin le tribunal communiste l'a condamné comme traître et envoyé

LE PATRIMOINE RELIGIEUX, CIBLE PRINCIPALE DU NETTOYAGE ETHNIQUE

En juin 1999, 76 églises orthodoxes (dont 9 monastiques) ont été détruites, dévastées ou profanées après l'instauration du protectorat de l'UNMIK (21 dans la zone de responsabilité des USA, 21 de l'Italie, 17 de l'Allemagne, 10 Angleterre, 7 de la France) – 1 monument commémoratif (n° 75) et 7 cimetières (n° 7, 29, 30, 34, 37, 46, 47, 50, 52, 61, 62) ont été dévastés; les forces USA de la KFOR ont empêché la destruction d'une seule église (n° 53) qui n'a été qu'endommagée; dans certains cas (n° 1, 2, 51) les restes ont été enlevés et le terrain a été aplani par un bulldozer; dans tous les cas de figure les biens mobiliers ont été pillés et les bâtiments incendiés, 14 ont été rasés par les explosifs; lors de la destruction de l'église (13) au village de Petric, tous les villageois ont dû quitter leurs maisons alors que les trois derniers ont été tués par les Albanais de l'UCK; les moniales de Devič (n° 5) ont été brutalisées et certaines blessées lors de la destruction de leur monastère en juin 1999, les exactions ont duré trois jours alors que le monastère était sous la protection de l'ar-

à la tristement célèbre prison de Sremska Mitrovica, près de Belgrade, où il mourut dans des conditions humiliantes.



mée française. Vingt de ces églises ont été bâties au Moyen Age (XIIIe-XVIe s. n° 1-7, 9-11, 14, 17, 18, 32, 34, 36, 50, 55, 57, 64)³⁵, d'autres en sont issues; les destructions, le plus souvent au moyen d'explosifs, ont eu lieu entre juin et novembre 1999. Les peintures murales d'une grande valeur, des centaines d'icônes et des manuscrits sont irrémédiablement perdus, ainsi que des bâtiments attenants, qui ont été détruits.

On déplore à juste titre la destruction des monuments majeurs et autre sites du patrimoine religieux par la barbarie contemporaine, alors que le patrimoine chrétien dans une partie de l'Europe reste sans protection malgré la présence de quelque 17.000 soldats de la KFOR. Ces militaires ont, en effet, assuré la protection des sites les plus prestigieux au Kosovo, alors que ceux de moindre importance n'ont pu être efficacement protégés, même si les forces armées étaient dans certains cas présentes sur les lieux des faits. Ce fut notamment le cas de la deuxième grande vague de destructions perpétrées en mars 2004.

DESTRUCTIONS ET POGROMS DES 17, 18 ET 19 MARS 2004³⁶

Une trentaine (35) d'églises et de monastères, ainsi que d'autres sites historiques et notamment religieux, dont des cimetières orthodoxes, 935 maisons et 10 bâtiments municipaux

³⁵ <http://www.rastko.rs/kosovo/raspeto/default.htm>

³⁶ «Selon le rapport des Services de renseignements allemands, même les débordements de mars 2004, qui ont conduit le Kosovo au bord d'une nouvelle guerre civile, ont été fomentés par des criminels qui voulaient pouvoir continuer à se livrer en toute quiétude à leurs trafics: «Au début d'avril 2004, on savait par les milieux chargés de la sécurité dans les Balkans que les récents troubles du Kosovo avaient été préparés et commis à la demande de la criminalité organisée. Pendant les émeutes, des camions entiers d'héroïne et de cocaïne ont passé la frontière non contrôlée parce que les policiers de l'ONU et les soldats de la Kfor étaient entièrement occupés à circonscrire les émeutes. Ce fait est confirmé par les policiers de l'ONU basés à Pristina qui ont souhaité garder l'anonymat pour leur sécurité. Ils se plaignent que l'on n'ait rien fait jusqu'ici contre les criminels», cf. J. Roth, *Weltwoche*, n° 43 (2005), <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&caid=8630>

paux serbes, ont été détruits et incendiés; on déplore aussi la mort de 31 (19, dont 8 Serbes et 11 Albanais)³⁷ 2 portés disparus et 954 blessés (154 Serbes), dont 96 militaires et policiers de la KFOR (72 de leurs véhicules ont été détruits) et de l'UNMIK; 196 Serbes ont dû quitter la capitale du Kosovo Pristina, 4.012 ont été chassés des autres localités lors des pogroms organisés par les nationalistes albanais le 17 et 18 mars 2004. Dans les villes de Prizren, de Djakovica et de Peć, proches de la frontière albanaise, ainsi que dans Uroševac, toutes les églises ont été détruites, incendiées ou gravement endommagées.

35 Églises ont été détruites, dont 18 classées patrimoine culturel, 6 bâties au Moyen Age, dont l'église de la Vierge de Ljeviša, de la ville de Prizren, joyau de l'architecture et de la peinture de l'art byzantin et serbe du début du XIVe siècle, qui a été incendiée, dévastée, ses fresques gravement endommagées et brûlées. Les soldats allemands chargés de sa protection n'ont pas été à la hauteur de leur tâche alors que cette cathédrale médiévale, avec ses peintures murales du début XIVe siècle, représente un monument majeur classé par l'UNESCO. L'église de Saint Georges (XVIe s.), a également été incendiée, sur sa voute les Albanais ont laissé le message: «mort aux Serbes».

DESTRUCTION DE DEUX MONASTÈRES, AINSI QUE DU SIÈGE ÉPISCOPAL ET DU SÉMINAIRE DE PRIZREN,

Les 99 élèves et 10 enseignants ont depuis dû trouver refuge à Nis, en Serbie. Le monastère de Devic fut complètement détruit le 19 mars, alors que les militaires français avaient éva-

³⁷ 28 morts et 22 grièvement blésés selon la source de l'UNMIK au 19 mars: <http://www.b92.net/specijal/kosovo2004/>

cué leur dispositif de protection. Les reliques de saint Joannice de Devic (XIV^e siècle), ont été profanées. Plus de 10.000 fresques furent brûlées, détruites et endommagées lors de cette «Nuit de cristal» albanaise. Quelque 250 civils serbes furent contraints de quitter Kosovo, alors que plus de 3.600 autres se réfugièrent dans les bases de la KFOR, ainsi que dans les enclaves serbes moins exposées aux pogroms. Une grande majorité d'entre eux vivent depuis dans des camps de réfugiés et dans des abris de fortune³⁸. Sept villages furent mis à feu et à sang, alors que les Serbes durent désertter les localités de Kosovo Polje et d'Obilic aux abords de Pristina.

Détruite en 1999, l'église du village de Belo Polje, alors que ses villageois ont été chassés de leurs maisons, fut en partie reconstruite en 2003 et 20 familles s'étaient réinstallées sur leurs habitats. En mars 2004 l'église fut de nouveau démolie, de même que 28 maisons, et les Serbes encore une fois chassés de chez eux.

Qualifiés par les responsables de l'ONU comme «violences à motivations ethniques», «planifiées et parfaitement orchestrées», ces pogroms eurent pour épilogue l'arrestation de 270 Albanais, dont seuls 67 furent condamnés à des peines d'emprisonnement. Pour les destructions des bâtiments religieux, 17 Albanais furent condamnés à des peines de 21 mois à 16 ans de prison. Le Conseil de Sécurité de l'ONU a formellement condamné ces violences par sa Résolution du 29 avril 2004, mais les principaux responsables, Ramus Haradinaj et Samedin Dezairi (connu comme Commandant Hodza, créateur d'une branche de l'Hezbollah) ne furent pas inquiétés. Quatre ans après ces faits, les Albanais du Kosovo furent gratifiés par la reconnaissance de la plupart des pays occidentaux de leur sécession unilatérale.

³⁸ Global Research, March 18, 2010 <http://www.globalresearch.ca/PrintArticle.php?articleId=18189>

Plus de 300 sites ont été classés monuments historiques au Kosovo selon les registres de 1986 et 1994. Lorsqu'en 1912 le Kosovo et Métochie sont intégrés à la Serbie, aucun des monuments musulmans ne fut inquiété, même si l'un des plus importants, la mosquée de Sinan Pacha de Prizren fut bâtie au XVII^e siècle essentiellement avec les blocs de pierre prélevés sur la monumentale église en marbre du monastère serbe des Saints Archanges (XIV^e s.). Le document publié par le ministère de la Culture de Serbie en 2005, fait état de 145 monuments de l'Église orthodoxe serbe détruits entre 1999 et 2004, ce qui représente près de la moitié des monuments classés avant l'intervention de l'OTAN en 1999.

Parmi les sites classés (23 d'architecture profane et 67 monuments ecclésiastiques, dont 3 églises catholiques bâties entre le XIII^e et le XVI^e siècle), la plupart sont dans un état de délabrement extrême, exposés au danger de destruction délibérée ou au dépérissement faute de mesures de protection et de travaux d'entretien. Les institutions de protection des monuments qui étaient en charge de leur entretien ont été forcées de quitter le territoire du Kosovo en 1999, alors que les autorités albanaises ne sont pas en mesure de prendre en charge un nombre aussi important de monuments historiques.

DE LA YOUGOSLAVIE AUX BALKANS OCCIDENTAUX = EFFETS DE DÉSINTÉGRATION ET INTÉGRATION EN QUESTION

Le déplacement, forcé ou non, des populations, a touché des centaines de milliers des ressortissants de l'ex-fédération socialiste yougoslave. De nouveaux États sont créés sur ses ruines, dont les frontières respectent les découpages administratifs établis par le pouvoir communiste entre 1943 et 1961, y compris celles des nouvelles nations qui n'existaient pas

avant la Deuxième guerre mondiale, les Macédoniens et les Monténégrins, et les Musulmans qui en tant que groupe ethnoconfessionnel ne furent reconnus qu'à partir de 1969.

Les régimes populistes postcommunistes ayant ouvert la boîte de Pandore d'une guerre entre les populations enchevêtrées, imbriquées et mélangées depuis des siècles, les civils en furent les principales victimes. Victimes désignées des opérations militaires impliquant des forces armées conventionnelles, des milices et autres groupements paramilitaires, des territoriaux, des volontaires venus des pays voisins et lointains, y compris de nombreux mudjahedins venus des pays musulmans notamment, les populations subissent aussi ses retombées territoriales. La gestion de ces années de conflit par la communauté internationale aboutit à l'intervention de l'OTAN contre la Yougoslavie réduite alors à la Serbie-Monténégro. La responsabilité politique et pénale de ces guerres s'applique essentiellement aux dirigeants serbes dont les plus importants sont jugés (actuellement ils sont au nombre de 87) et condamnés par le TPIY à la Haye³⁹. Les conséquences incombent à long terme aux populations dont le regroupement ethnoconfessio-

³⁹ Lors du procès de l'ex-président de la Yougoslavie tronqué (Serbie-Monténégro), Slobodan Milosevic, ce dernier est accusé de nombreux chefs d'accusations relatifs aux guerres en Croatie, en Bosnie, ainsi que des crimes de guerre et contre l'humanité au Kosovo. «Le bureau du procureur du TPI estime que ces opérations ont été menées dans le but de retrancher une portion importante de la population albanophone, afin d'assurer le contrôle serbe sur la province. Plus spécifiquement, il accuse Milosevic et ses collaborateurs d'être directement responsables de la déportation d'environ 740 000 Kosovars albanais et du meurtre d'au moins 340 autres. Au cours de leur déportation, plusieurs civils ont été tués, d'autres ont été victimes d'abus ou se sont fait voler leurs biens et leurs papiers d'identité. On reproche également aux accusés d'être derrière des actes de pillage, la destruction de foyers de civils et le bombardement de villages» (http://www.state.gov/www/regions/eur/990527_kosovo_indictment.html; http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/bosnie/co_l_droite/milo.asp). Le verdict n'a pu être prononcé du fait de la mort de l'accusé dans la prison du TPIY. De nombreux autres dirigeants serbes furent néanmoins condamnés, plusieurs sont morts durant leurs procès, d'autres continuent à être jugés (87 actuellement). Un petit nombre de dirigeants croates et quelques Bosniaques furent aussi jugés et certains d'entre eux condamnés. L'ex-commandant de l'UCK et en 2004 Premier ministre albanais du Kosovo, Ramus

nel, souvent forcé et arbitraire, n'a pu résoudre le problème des minorités anciennes et surtout nouvelles. Les problèmes similaires à l'issue de la Première guerre mondiale ont fortement contribué au déclenchement de la Deuxième guerre qui ravagea l'Europe entre 1939 et 1945. La construction de l'UE a permis de surmonter l'essentiel de ces problèmes territoriaux et identitaires sur le sol de l'Europe, même si des foyers y demeurent ici et là. La gestion du démantèlement de la Yougoslavie est aujourd'hui considérée par beaucoup comme le plus grand échec de l'UE de l'après-guerre froide. La Bosnie-Herzégovine, avec sa majorité de moins de 45% de musulmans Bosniaques, plus de 35% de Serbes orthodoxes et quelque 15% de Croates catholiques, s'avère ingérable sous protectorat onusien. Le détachement du Kosovo imposé par l'OTAN à la Serbie aboutit à une purification ethnique au profit des Albanais désormais encore plus fortement majoritaires et aux dépens des minorités, serbe, tzigane et autres. Un deuxième État albanais est ainsi créé dans les Balkans, ce qui

Haradinaj fut acquitté par le TPIY, le 04/04/2008, avec un autre dirigeant albanais, alors qu'un autre responsable de l'UCK est condamné à 6 années de prison ferme.

Le procès fut émaillé d'obstruction de la part du Gouvernement des US et de l'UNMIC, de non-comparution et de mort accidentelle de témoins. «Tout au long du procès, Carla del Ponte, alors procureure générale, avait dénoncé ces pressions jusque devant le Conseil de sécurité. A plusieurs reprises, elle avait fustigé les responsables de la mission des Nations unies au Kosovo (Minuk) pour leur soutien ouvert à Ramush Haradinaj. Dans un Kosovo organisé en réseaux d'influence, ce soutien a entretenu la peur des témoins, arguait-elle.

Dès l'ouverture de l'enquête sur l'UCK, l'affaire suscitait la controverse jusque dans les couloirs du tribunal. Pourtant visé par le procureur, Ramush Haradinaj avait été désigné Premier ministre du Kosovo en décembre 2004. Opposé à sa mise en accusation, Washington ne s'était pas ouvertement opposé à l'enquête de Carla del Ponte, mais avait simplement, comme d'autres États, refusé de coopérer, mettant le parquet au défi de fournir les preuves aux juges de La Haye. Or le tribunal, qui ne dispose pas de pouvoir de police dépend, dans ses enquêtes, de la coopération des États.

Le parquet du tribunal de La Haye signe, avec ce verdict, son second échec sur l'UCK. Un premier procès s'était soldé par l'acquiescement de deux commandants», Stéphanie Maupas, RFI, 04/04/2008 (http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article_64632.asp).

ne règle nullement l'épineux problème des importantes minorités albanaises en Macédoine, en Serbie, en Grèce, au Monténégro, qui aspirent à se regrouper dans une future Grande Albanie⁴⁰. L'intégration à l'UE des pays des Balkans Occidentaux, à laquelle aspire une majeure partie de ses populations, demeure en suspens à moyen ou même à long terme, y compris en raison des conséquences de cette mauvaise gestion des crises balkaniques. La frustration de ces pays et de leurs populations qui s'estiment laissés pour compte par l'arbitrage international et souvent lésées par l'enfermement dans ces nouvelles frontières, alors que l'adhésion à l'UE devrait alléger leur condition, génère un état de désenchantement et de tensions aux conséquences imprévisibles.

Avec des centaines de milliers de personnes expatriées de force, Serbes, tziganes et Monténégrins pour la plupart, une écrasante majorité albanaise vindicative et meurtrière par les exactions d'une guerre extrêmement meurtrière, le Kosovo représente la quintessence des traumatismes balkaniques. Loin d'avoir apaisé les frustrations et des injustices de part et d'autre de ses frontières, ce petit territoire cumule une série de controverses qui sortent du cadre local et balkanique. La disproportion extrême entre la densité des monuments d'un patrimoine chrétien et l'écrasante majorité d'une population hostile à cet héritage qui lui est étranger, constitue une menace majeure pour la survie de cet héritage. Cloisonnés dans leurs enclaves, exposés à l'hostilité trop souvent violente des Albanais majoritaires, sans avenir viable et sans possibilité d'intégration, les minorités au Kosovo ont toutes les chances de subir le sort des chrétiens au Proche et Moyen Orient. Les

⁴⁰ Le député de la Coalition des Albanais de Presevo, Riza Haljimi, à revendiqué début novembre à Tirana la création d'une «Albanie naturelle», qui regrouperait les territoires albanais de Kosovo, de la Macédoine (FYROM), de la Grèce, du Monténégro avec l'Albanie, tout en précisant qu'il ne s'agirait là en aucun cas de la création d'une Grande Albanie.

minorités qui y subsistent après 1999 sont issues des couches les plus défavorisées qui n'avaient pas des moyens de s'établir dans un des pays voisins. La plupart de leurs jeunes n'aspirent qu'à quitter leurs enclaves pour aller s'établir sous des cieux plus cléments pour eux. Demeure le problème crucial, pour les Serbes en général, qui est celui de leur patrimoine spirituel et culturel issu du Moyen Age et dont la majeure partie se trouve au Kosovo. Alors que les excursions des écoliers serbes, même du temps d'un régime communiste ouvertement hostile à toute manifestation d'appartenance religieuse, comprenaient en premier lieu les visites de ces sites historiques, monastères et églises d'un Moyen Age où la civilisation chrétienne fleurissait dans cette partie de la Serbie, de nos jours les jeunes générations de même que tout autre Serbe sont brutalement privés de la partie la plus prestigieuse de leur histoire. Les quelques touristes ou pèlerins qui osent s'aventurer dans cette contrée hostile doivent se faire escorter par les blindés de la KFOR, qui n'est pas toujours en mesure d'assurer cette protection indispensable pour les ressortissants de Serbie notamment.

En dehors des habitants des enclaves serbes du Kosovo, qui ne peuvent toujours pas circuler librement sans risques en dehors de leurs enclaves, reste aussi le problème de la survie des ecclésiastiques, moines et moniales de nombreux monastères orthodoxes toujours habités par les communautés monastiques, ainsi que des clercs exposés aux brimades de la population majoritaire et aux contraintes et autres discriminations imposées par la nouvelle administration albanaise. Alors que la présence des forces armées internationales de la KFOR et de l'administration de l'UNMIK parvenait difficilement à limiter cet état d'oppression, le départ graduel de ces autorités ne peut qu'aggraver la situation insécurité ambiante. Les fonctionnaires de la KFOR ne cachent d'ailleurs pas leur inquiétude quant au sort des minorités en général et des ecclé-

siaistiques en particulier, ainsi que nous avons eu l'occasion de s'en convaincre lors de ma visite au mois d'août dernier au monastère de Dečani au Kosovo. La sécurité des communautés monastiques et des enclaves serbes sera désormais confiée à la police albanaise, dont les agents sont pour la plupart issus des forces armées albanaises, l'UCK, qui a combattu les forces serbes lors des affrontements de 1998 et 1999⁴¹. Lorsque les officiers de la KFOR demandaient aux moines leur avis sur leur protection future par la police albanaise, ceux-ci se montraient plus qu'incrédules, en arguant que c'est précisément cette police albanaise qui conduisait les pogroms contre les lieux de cultes et les enclaves serbes en mars 2004. La dernière manifestation de l'incapacité de protection, voire de la complicité de la police albanaise avec l'hostilité des Albanais, eut lieu lorsqu'elle donna libre champ aux lapidations des véhicules des ecclésiastiques venus assister à l'intronisation du nouveau patriarche de l'Église orthodoxe serbe dans son siège séculaire de Peć, le 12 d'octobre dernier⁴².

Dans cet état d'insécurité quotidienne que les 17.000, réduite à 10 et bientôt à 5.000 militaires de la KFOR et de l'UNMIK ne parvenaient qu'à grand-peine et de manière aléatoire à contrôler, alors qu'on ne peut s'attendre à aucune amé-

⁴¹ En 1996, l'UCK revendique l'assassinat de deux policiers. Entre février 1996 et février 1998, elle a commis 152 attentats, responsable de 70 morts, dont une quarantaine de Serbes, notamment une quinzaine de policiers, les autres étant des «Albanais» considérés comme des «traîtres» par l'UCK. Le chercheur Alexandre del Valle précise dans son étude de référence sur cette période: « Pour la seule période allant de 1993 à 1998, l'UCK aurait assassiné près de 200 policiers serbes du Kosovo, 125 civils albanaïes jugés «collaborateurs» des Serbes, près de 120 civils serbes ou appartenant à d'autres minorités non albanaïes du Kosovo (Tziganes, Croates, Monténégrins, Gorançais, etc.) sans parler des 300 civils grièvement blessés par les soldats de l'Armée de «libération».[1]

⁴² «Des Serbes originaires du Kosovo venus honorer leurs morts pour la Toussaint orthodoxe ont essuyé des tirs d'armes automatiques dans un village près de Prizren, malgré la protection de la Kfor et de la Police du Kosovo. D'autres venus se recueillir dans le cimetière de Dečani ont découvert plusieurs tombes profanées», <http://balkans.courriers.info/article16266.html>

lioration de cet état de choses par la police locale albanaise, peut-on envisager une issue viable pour l'avenir des minorités ethniques et religieuses au Kosovo? La densité des églises et monastères, ainsi que la dispersion des enclaves serbes isolées pour la plupart au milieu d'une population albanaise hostile et souvent incontrôlable, pose le problème de la survie des groupes minoritaires, ainsi que de la sauvegarde de leur patrimoine culturel. Les forces de la KFOR n'ont pas toujours été en mesure d'assurer leur protection. Les lieux de culte, églises et monastères, sont pillés, incendiés, profanés, voire complètement détruits, les cimetières rasés, les livres de cadastres falsifiés et les biens immobiliers spoliés: toute trace du passé est ainsi effacée et la purification ethnique entérinée. Avec un indice moyen de fécondité de 5 à 6 enfants par famille, bien plus proche des pays les plus pauvres du tiers-monde que de la moyenne européenne, la majorité albanaise étend ainsi son espace vital au profit des minorités. Devant l'incapacité du protectorat onusien à assurer une cohabitation interethnique dans cette situation d'apartheid, la minorité serbe et le clergé de l'Église orthodoxe au Kosovo n'auront d'autres choix que de quitter ce pays après le départ de la KFOR. À moins de trouver un mode d'entente et de cohabitation avec la majorité albanaise. Le nombre de populations minoritaires n'a cessé de diminuer depuis 1999, de nombreux sites de mémoire et de culte chrétien ont cessé d'exister, ce qui ne peut être qualifié autrement que d'échec patent du protectorat mis en place par l'OTAN⁴³. La plus grande et la plus moderne base militaire

⁴³ «L'atmosphère de crainte et de corruption atteint les fonctionnaires les plus élevés de la communauté internationale et suscite un sentiment profond d'impuissance. La troupe d'intervention internationale Kfor et l'administration de l'ONU Unmik ont agi parfois «sans la moindre idée directrice», affirment des officiers. Au sein de l'administration de l'ONU, des cas de corruption «considérables» ont été constatés. En 2006, des menaces de mort ont obligé le chef de la police de l'Unmik, Kai Vittrup, à quitter le pays. Des Allemands revenant du Kosovo ont révélé qu'il avait fallu mettre fin à des activités d'organisations internationales visant à combattre la criminalité organisée afin de ne pas mettre en péril la vie des collaborateurs. Le

des USA dans le monde, Camp Bondsteel, est érigée dans le sud-est du Kosovo. La fin ne justifie-t-elle pas les moyens?

Opposées au régime de Milošević, les autorités de l'Église orthodoxe s'attendaient à une protection plus efficace et à une attitude plus clémentine des démocraties occidentales envers le sort de l'Église orthodoxe et des minorités au Kosovo. L'attitude de ces démocraties en faveur de l'indépendance du Kosovo et le sort peu enviable réservé à la Serbie de l'après Milošević, l'impossibilité pour leur mère patrie d'assurer leur survie sur ce que fut son territoire, a fait perdre aux Serbes, ainsi qu'à d'autres minorités, la plus grande part de leurs espoirs pour des conditions de vie plus viables. Retranchés dans leurs monastères entourés de fils de fer barbelés, de même que leurs coreligionnaires des enclaves sous la protection aléatoire des soldats de la KFOR, ils subsistent dans une précarité indigne de l'Europe contemporaine⁴⁴.

rapport allemand critique en particulier le rôle des USA qui ont empêché les enquêtes européennes. Les USA étaient exposés au chantage en raison de camps de prisonniers secrets de la CIA à l'intérieur de Camp Bondsteel. Le fait qu'un policier allemand des Nations Unies haut gradé ait constaté que la tâche principale du chef américain adjoint de l'Unmik Steve Schook était de «se soûler une fois par semaine avec Ramush Haradinaj» a fait naître des doutes sur les méthodes américaines», A. KUNZ, «Le Kosovo, «zone multifonctionnelle à criminalité tous azimuts», Horizons et débats, n° 18, 5 mai 2008, Zurich, <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=916>

⁴⁴ «Il faut constater «au-delà de toute rhétorique, que la tentative de construire une société multiethnique au Kosovo a échoué». Les Serbes se sont retranchés dans des enclaves et, contrairement à ce que prétendent les politiques, ne disposent d'aucune liberté de mouvement. Des soldats de la Kfor les accompagnent quand elles font leurs courses ou se chargent eux-mêmes de leurs courses. Des Serbes sont régulièrement lapidés, victimes de voies de fait, harcelés ou intimidés. Leurs cimetières sont profanés et les murs de leurs maisons recouverts d'inscriptions haineuses. L'«illusion multiethnique» n'est entretenue que par les fonctionnaires «dont le travail est mesuré à l'aune de la réalisation de cet objectif reposant sur un vœu pieux ou qui ont un intérêt financier à poursuivre des programmes de promotion allant dans ce sens»,», cf. A. Kunz, «Le Kosovo, «zone multifonctionnelle à criminalité tous azimuts», Horizons et débats, n° 18, 5 mai 2008, Zurich, <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=916>

Face à ce désenchantement suscité par les effets déplorables de l'arbitrage des démocraties occidentales, seule une plus grande tolérance des Albanais envers leurs minorités chrétiennes pourrait améliorer leur sort. Une tolérance qui n'est pas inconnue en terre d'Islam comme ce fut, en des temps plus stables, le cas de la Turquie. L'autorité des ordres religieux musulmans sur les Albanais est un fait aussi peu connu que réel. Alors que ces ordres religieux étaient proscrits dans les Balkans, y compris en Turquie laïque du XXe siècle, on a pu estimer le nombre de ces derviches de plus de 50.000 jusqu'à 100.000 dans les années quatre-vingt au Kosovo⁴⁵. Obéissant au rite des bektachis pour la plupart, ces derviches ont une traditionnelle autorité d'arbitrage au sein des clans albanais. Une autorité supérieure pourrait les amener à étendre leur influence en faveur d'une plus grande tolérance à l'égard des minorités chrétiennes. Cette autorité ne peut être que celle de la Turquie qui jouit d'un prestige majeur auprès des populations musulmanes des Balkans. Le Gouvernement turc a déjà proposé à la Serbie ses bons offices quant à l'apaisement des tensions de plus en plus vives entre les wahhabites et les musulmans modérés dans le sud-ouest de la Serbie. Lors de sa visite officielle à la Serbie d'il y a un an, survenue juste après celle du président de la Russie, le Premier ministre turc avait mis en avant la relation privilégiée entre la Turquie et la Serbie comme la priorité de sa politique balkanique. Les ambitions balkaniques de cette nouvelle grande puissance régionale ne sont pas étrangères à l'inefficacité des démocraties occidentales dans leur gestion affligeante des crises post-yougoslaves.

En 1952, les USA ne font rien pour empêcher l'expulsion des centaines de milliers des Grecs d'Istanbul; en 1974, la Tur-

⁴⁵ G. Duijzings, *Religija i identitet na Kosovu*, Beograd 2005 (*Religion and the Politics of Identity in Kosovo*, Hurs & Company, London 2000), p. 157.

quie occupe la moitié de l'île de Chypre, un pays aujourd'hui membre de l'UE qui demeure privé de cette partie de son territoire. Depuis presque vingt ans, la gestion occidentale, avec les USA en chef de file, est corollaire à l'éclatement de la Yougoslavie, un pays qui était deux fois moins grand que la France, en favorisant systématiquement la création de nouveaux États ethniques, dont le nombre atteint actuellement 7 mini-états. La création d'un deuxième État albanais au Kosovo est l'aboutissement provisoire de ce processus dont on ne peut encore supposer toutes les implications à l'échelle régionale et européenne.

A l'aune du XXe siècle, les petits pays balkaniques délogèrent la Turquie de ses dernières possessions en Europe. Lors de la Deuxième guerre du Golfe Persique, la Turquie ferma son espace pour le transfert des troupes étatsuniennes et retrouve sa vocation de puissance régionale et son orientation islamique. Après un siècle d'absence et largement grâce à la stratégie de l'après-guerre froide des USA, la Turquie est en passe de revenir en force dans les Balkans. En dehors de sa vocation favorable aux musulmans des Balkans, elle pourrait justifier son nouveau rôle par une médiation plus pragmatique et plus efficace susceptible d'obtenir l'adhésion des pays de la région. De neuf pays des Balkans Occidentaux, un seul, la Slovénie, a pu adhérer à l'UE et seule la Croatie peut escompter une adhésion à court terme. Les sept autres, «mauvais élèves», dont la plupart ont justement été l'objet des «bons offices» des USA-UE, demeurent, à moyen terme dans le meilleur cas, exposés aux conséquences de ces «faveurs» en série. Frustrée par sa mise à l'écart de l'UE, la Turquie a bien des dénominateurs communs avec ces pays laissés pour compte par leurs protecteurs occidentaux. Une situation en suspens qui présage de bien de restructurations futures aux portes de l'Europe centrale. Maillon faible de l'Europe, les Balkans reviennent au point de départ de son histoire européenne. Affaiblie dans

son économie, avec une population vieillissante et ses acquis sociaux en péril, à moins d'ériger des milliers de kilomètres de murs tels ceux de Palestine et du Mexique, aujourd'hui comme de par le passé, l'Europe pourrait jouer dans les Balkans tout ou partie de son avenir.

LE PRÉCÉDENT DE LA TURQUIE

Un bouleversement aussi radical de géographie humaine, culturelle et spirituelle, tel que celui qui est en train de s'achever au Kosovo vers un dénouement final, est un précédent dans l'Europe de la deuxième moitié du XXe siècle. En dépit du fait que ce fut le siècle des plus grandes tragédies des millions d'Européens de toute l'histoire européenne, le paradigme de ce qui s'accomplit de nos jours au Kosovo se situe sur un espace extra-européen.

En dehors de celui de l'ex-Yougoslavie, avec les effets désastreux de sa décomposition en Croatie et surtout en Bosnie, le précédent le plus proche dans le temps et dans la géographie à celui qui se déroule depuis plus de dix ans au Kosovo est sans doute celui de la Turquie. En moins de quarante ans, entre 1915 et 1955, ayant recours au génocide, aux échanges de population, aux expulsions⁴⁶ et aux pogroms, la Turquie

⁴⁶ L'historien turc, Taner Akçam, chercheur à l'Université Clark du Massachusetts, fait état de méthodes utilisées pour l'expulsion des chrétiens de Turquie: «Dans les mots de Kuşçubasi Esref, un des agents secrets centraux dans les opérations de purification ethnique, les non musulmans étaient «des tumeurs internes» dans le corps de l'État ottoman et ils ont dû être «nettoyés» ; agir ainsi, a-t-il revendiqué, était «une cause nationale». L'objectif principal était de persuader les villageois chrétiens de partir, au moyen d'intimidations si nécessaire. Parmi les méthodes principales utilisées en ce sens, on trouvait : «Contrôle, humiliation, mises à mort, les empêcher de travailler leurs terres, lourde taxation oppressante, saisie de propriétés ... conscription de force», et en vertu du double mécanisme mentionné ci-dessus, le gouvernement ottoman pouvait prétendre, face aux protestations du gouvernement grec et d'autres pouvoirs étrangers, qu'il n'était pas impliqué dans ces événements», T. Akçam, «1913/1914: L'expulsion des Grecs d'Asie Mineure dans les archives ottomanes» (2009), <http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&cid=38482>

pourtant laïque⁴⁷ a expurgé la quasi-totalité de sa population chrétienne⁴⁸. Au début du XXe siècle la Turquie⁴⁹ comptait quelque 33% de populations chrétiennes; après le génocide perpétré contre les Arméniens en 1915–1916⁵⁰, entre 1,5 et 3 millions de Grecs d'Asie Mineure furent expulsés en 1923⁵¹,

⁴⁷ «D'un point de vue religieux, leur conception de la laïcité n'est pas du tout celle de l'Europe mais est fondée – pour reprendre l'analyse de l'eurodéputé néerlandais Arie Oostlander – sur la promotion de l'Islam sunnite et la répression des autres religions; ou comme le disait Atatürk lui-même: «puisque désormais nous sommes tous Turcs, donc tous Musulmans, nous pourrions et nous devons être tous laïcs»: <http://www.taurillon.org/Pourquoi-la-Turquie-n-est-toujours-pas-europeenne>

⁴⁸ Le Traité de Sevres, signé le 10 août 1920 entre les Alliés et l'empire ottoman prévoit la mise en jugement des responsables du génocide. Mais le sursaut nationaliste de Moustapha Kemal bouscule ces bonnes résolutions et entraîne une amnistie générale, le 31 mars 1923.

Les nazis tireront les leçons du premier génocide de l'Histoire et de cette occasion perdue de juger les coupables... «*Qui se souvient encore de l'extermination des Arméniens ?*» aurait lancé Hitler en 1939, à la veille de massacrer les handicapés de son pays (l'extermination des Juifs viendra deux ans plus tard), <http://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19150424>.

Voir aussi: Bernard Bruneteau, *Le siècle des génocides, Violences, massacres et processus génocidaires de l'Arménie au Rwanda* (Armand Colin, 2004, 256 pages).

⁴⁹ Peuplé de 15,8 millions d'habitants en 1913 (dans les limites de la Turquie actuelle), Ceren Inan, «La population de la Turquie. Évolutions démographiques depuis 1927», *Cahiers Démographie des Balkans*, n° 9 (2007) (<http://www.demobalk.org/publications/CAHIER%20INAN.DER.OKAP.FIN.pdf>).

⁵⁰ Le **génocide arménien** a eu lieu d'avril 1915 à juillet 1916. Les deux tiers des Arméniens qui vivaient sur le territoire actuel de la Turquie ont été exterminés au cours des déportations et massacres de grande ampleur. Il fut planifié et exécuté par le parti au pouvoir à l'époque, le comité Union et Progrès, plus connu sous le nom de «Jeunes-Turcs», dirigeant l'Empire ottoman et engagé dans la Première guerre mondiale aux côtés des Empires centraux. Considéré comme l'un des tout premiers génocides du XXe siècle, il a coûté la vie à un million deux cent mille Arméniens d'Anatolie et du Haut plateau Arménien (http://fr.wikipedia.org/wiki/Génocide_arménien).

⁵¹ Désigné par Catastrophe d'Asie Mineure (Μικρασιατική καταστροφή), elle met fin à la présence millénaire des Grecs en Asie Mineure depuis la plus haute antiquité, http://www.worldlingo.com/ma/enwiki/fr/Population_exchange_between_Greece_and_Turkey

Le recensement de 1927 témoigne de la rupture opérée entre la population de la Turquie et celle de l'Empire sur le territoire actuel de la République. La population cosmopolite d'avant 1912 a laissé la place à une population musulmane à 97,2 %, cf. Ceren Inan, «La population de la Turquie. Évolutions démographiques depuis 1927», *Cahiers Démographie des Balkans*, n° 9 (2007) (<http://www.demobalk.org/publications/CAHIER%20INAN.DER.OKAP.FIN.pdf>).

puis en 1955, 200.000 Grecs d'Istanbul furent expulsés de Turquie devant l'indifférence générale du monde occidental, alors que la Turquie et la Grèce font partie de l'OTAN. Ramenant la minorité grecque forte de 200.000 en 1924, à quelque 5.000 personnes, la Turquie⁵² est depuis un pays musulman à plus de 99,8%⁵³. Sur quelque 4,5 millions de chrétiens avant 1915, après moins d'un demi-siècle de pogroms et l'extermination d'au moins deux millions d'entre eux⁵⁴, la Turquie ne compte plus que 0,2% de chrétiens. Une issue similaire quant aux Chrétiens minoritaires, n'est-elle pas en train de s'opérer au début du XXI^e siècle au Kosovo?

TURQUIE ET KOSOVO – CAUSES ET EFFETS

Les bouleversements des structures de populations ethniques et confessionnelles qui se sont opérés au cours du XX^e siècle en Turquie et au Kosovo au détriment des minorités chrétiennes affichent un parallélisme troublant. L'explosion démographique et les violences systématiques en sont les principaux dénominateurs communs.

Peuplé de 13,5 millions d'habitants 1927, la population de la Turquie est de 73 millions en 2005, ce qui représente une augmentation de près de 60 millions. En 78 ans sa population a donc plus que quadruplée.

⁵² Estimée à 73 millions d'habitants en 2005, la population de la Turquie aurait augmenté de 60 millions depuis 1927, année du premier recensement réalisé par la République, cf. Ceren Inan, *La population de la Turquie. Évolutions démographiques depuis 1927*, 2007 (<http://www.demobalk.org/publications/CAHIER%20INAN.DER.OKAP.FIN.pdf>).

⁵³ http://fr.wikipedia.org/wiki/Démographie_de_la_Turquie#Aujourd.27hui

⁵⁴ Précédant celui infligé aux Arméniens et aux Grecs, le génocide Assyro-Chaldéen en Turquie demeure méconnu, malgré le fait que ce groupe chrétien perdit les deux tiers (estimé à 200.000 morts) de sa population, cf. Sabri Atman, «La Turquie doit reconnaître le génocide assyro-chaldéen de 1915» (traduit du turc par Antoni Alap), <http://www.imprescriptible.fr/seymo/atman-reconnaissance/>

Estimé à 439.000 en 1921 et de 2 millions en 2000 la population du Kosovo c'est accru dans les mêmes proportions dans un laps de temps similaire.

Dans la période indiquée, les minorités chrétiennes en Turquie sont passées de 33% à moins de 0,2%, ce qui équivaut à leur disparition.

De 27% en 1931, la population Serbe de Kosovo est passée à environ 5-7% après 1999, ce qui équivaut à une proportion diminuée par cinq, alors que les Albanais passent de 60 à 88% dans la même période, les autres minorités ayant décliné dans une proportion similaire, de 13 à quelque 5% en 2007⁵⁵.

Alors qu'en Turquie ces bouleversements radicaux se sont opérés dans la première moitié, entre 1915 et 1952, au Kosovo ils se produisent dans la deuxième moitié du XXe siècle, essentiellement entre 1961 et 1991, les trente ans au cours desquels les Serbes passent de 28 à 11%.

Ces explosions démographiques, couplées à l'éradication des minorités, se produisent dans les deux cas sous l'autorité des régimes laïques et surtout non démocratiques. Dans les deux cas l'appartenance confessionnelle a servi d'instrument pour une homogénéisation ethnique. Si dans le cas de la Turquie cette ingénierie ethnique fut tacitement tolérée pour des raisons implicitement idéologiques, dans celui de Kosovo elle fut entérinée par l'intervention militaire des démocraties occidentales. Acceptant et favorisant de tels procédés sur sa principale zone de contact avec une autre civilisation, on est en droit de poser la question sur l'avenir de l'UE, sans parler de celui de ses valeurs, sur son flanc le plus sensible?

Autre analogie: les USA et l'OTAN déclenchent la guerre contre la Serbie en arguant les assertions mensongères et sans l'aval de l'ONU, de même que contre l'Irak. La protection des minorités est invoqué, dans les deux cas s'ensuivent éga-

⁵⁵ <file:///Users/boskobojovic/Desktop/Kosovo%20-%20Wikipédia.webarchive>

lement des conflits entre les populations locales dont la séparation et les antagonismes ne font que s'exacerber. Le sort des minorités chrétiennes en est l'aboutissement similaire auquel les forces d'intervention assistent avec résignation. À défaut de celle d'ONU, le jugement des dictateurs déchus est destiné à donner un cadre légal à ce qu'Emmanuel Todd désigne comme « micromilitarisme théâtral », pour désigner les interventions des USA contre les pays incapables de leur opposer une véritable riposte militaire.

Le fait que le très influent stratège américain Samuel Huntington ait développé, au début des années quatre-vingt-dix du siècle dernier, la théorie selon laquelle la disparité de la croissance démographique comme cause première des conflits entre les groupes ethniques et confessionnels, soulève la question de préméditation dans ces ingérences sous prétexte humanitaire et préventif. Alors que Huntington et Bzezinsky s'accordent pour faire état du déclin, voir de la fin, de l'hégémonie de la superpuissance résiduelle, on ne peut ignorer les conséquences prévisibles de ces interventions militaires.

Dans l'espace d'une à deux générations, à l'horizon 2050, la démographie prévoit un début d'équilibrage dans les taux de croissance des populations entre le sud et le nord de la planète. D'ici-là, l'UE aura jusqu'à soixante millions de moins d'habitants⁵⁶, la Turquie aura plus d'habitants que l'Allemagne, alors

⁵⁶ « Pour la première fois en 2003, l'Europe a connu plus de décès que de naissances. L'Europe des 25 qui compte 460 millions d'habitants aujourd'hui, en compterait 445 millions en 2050, soit moins de 5 % de la population mondiale » (http://www.ined.fr/fichier/t_publication/155/publi_pdf1_pop.et.soc.francais.412.pdf).

À l'horizon 2025, puis à l'horizon 2050, seule l'Afrique devrait connaître une augmentation de sa part dans la population mondiale (13,84% en 2004, 16,68% en 2025 et 20,92% en 2050), tandis que l'Europe devrait voir sa population baisser de façon constante et significative (728 millions d'habitants en 2004, 722 en 2025 et 668 en 2050). Le vieillissement démographique – baisse marquée de la proportion des enfants et des adultes, augmentation très nette des âgés et des très âgés – constitue-t-il une menace pour la prospérité et le niveau de vie des Européens? Jusqu'à quel point l'immigration peut-elle en contrecarrer les effets?

que la Russie n'aura guère plus que 115 millions d'habitants. On prévoit que la population du Kosovo pourrait monter à 3,5 millions d'habitants, ce qui laisse d'autant moins de chances à la survie de ses minorités. La proportion des populations musulmanes dans les Balkans a toutes les chances en revanche de passer des quelque 15 à 25, voir à 30% pour l'ensemble de la région. Avec le regroupement de ces populations comme en Bosnie et au Kosovo, favorisés par les USA, leur majorité en Albanie, au moins 25% en Macédoine et 15% en Bulgarie, les groupes en voie d'homogénéisation dans la Serbie méridionale, l'UE touchera sur son flanc sud-est des territoires habités par une population musulmane de plus en plus compacte qui ont toutes les chances de recouper avec la Turquie une continuité territoriale pour plus de 100 millions de musulmans. Quel sera alors le rapport de forces entre ces populations aux abords de l'Europe centrale, sans oublier la structure d'âge très en défaveur des Européens, alors qu'en France on estime qu'un jeune sur trois pourrait être de confession musulmane dans un avenir prévisible. Alors que dans l'un des pays les plus concernés, la chancelière de l'Allemagne reconnaît que le modèle multiculturel a échoué, quel sera l'avenir de la sécurité dans les confins les plus exposés de l'Europe au regard des rapports de forces entre différentes cultures, religions et structures d'âge. Dans l'alternative entre intégration euroatlantique et l'émergence d'un Avganistan européen sur le modèle du Kosovo, les Balkans Occidentaux soulèvent la question de la stabilité et de la sécurité au sein de l'UE.

Force est de constater que les effets de la politique des USA dans ces zones de contact qui s'étendent de l'ouest de la Bosnie à une centaine de kilomètres de Zagreb et de l'Adriatique jusqu'à la Mer Noire, sur quelque mille kilomètres, jusqu'à la Turquie, la dynamique de ces rapports de forces ne peut évoluer qu'à la faveur de cette dernière. Une ironie du sort des bouleversements des rapports de forces en termes géopoliti-

tiques serrait que la Turquie se montre plus respectueuse de la stabilité et de la sécurité dans sa nouvelle zone d'influence et même plus soucieuse quant au sort des minorités chrétiennes que les puissances occidentales. Ce scénario n'est nullement à exclure, tant qu'il pourra crédibiliser l'impact d'un grand retour de cette puissance régionale sur l'échiquier européen des débuts du troisième millénaire. Dans la perspective d'une telle issue de ce qui conviendrait de désigner par une nouvelle question d'Orient européen, selon le point de vue, de part et d'autre de l'océan, on peut s'interroger: est un succès ou un échec aux conséquences aisément prévisibles dans la stratégie de sécurité euroatlantique mené dans l'après-guerre froide?

LES BALKANS OCCIDENTAUX ET LES INTÉGRATIONS EUROATLANTIQUES

La peur viscérale côté USA de l'interaction entre l'UE, Allemagne en premier lieu⁵⁷, et la Russie, est à l'origine de cette

⁵⁷ En les focalisant sur un cas de figure particulier («For Poland, the specter of a German-Russian entente is a historical nightmare») les préoccupations de l'analyste Georges Friedman illustrent fort bien le désarroi américain face au déclin de leur leader chip et de la perte de contrôle sur leurs alliées («Right now, there is logic in closer German-Russian ties. Economically they complement and need each other. Russia exports raw materials; Germany exports technology. Neither cares to be pressured by the United States. Together they might be able to resist that pressure. There is a quiet romance under way between them»), notamment à l'Est de l'Europe: « The Cold War was the last clear-cut confrontation, pitting Russia against a Western Europe backed — and to a great extent dominated — by the United States. This belt of countries was firmly if informally within the Soviet empire. Now they are sovereign again. My interest in the region is to understand more clearly how the next iteration of regional geopolitics will play out. Russia is far more powerful than it was 10 years ago. The European Union is undergoing internal stress and Germany is recalculating its position. The United States is playing an uncertain and complex game. I want to understand how the semicircle of powers, from Turkey to Poland, are thinking about and positioning themselves for the next iteration of the regional game». http://www.stratfor.com/weekly/20101108_geopolitical_journey_part_2_borderlands?utm_source=GJourney&utm_medium=email&utm_campaign=101109&utm_content=readmore&elq=8ec9e9cbac8042d2be2e3c8c40eca604

stratégie qui s'avère en faveur de la Turquie⁵⁸, y compris à ses protégés dans les Balkans. Le retard des Balkans Occidentaux dans les intégrations euroatlantiques en est l'une des conséquences premières. L'intégration de la Serbie dans l'OTAN et, à terme, dans l'UE, devrait suppléer à cet état de choses au contre courant des processus d'élargissement dans cette partie de l'Europe. Après la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo, avec l'orientation résolument euroatlantique de l'actuel gouvernement en Serbie, y compris du plus grand parti d'opposition, les conditions requises pour cet élargissement semblent désormais atteintes. Ce sont dans le meilleur des cas 20% de population de ce pays qui dans l'état actuel des choses pourraient approuver son adhésion à une alliance militaire qui mit il y a dix ans leur pays à feu et à sang avec le seul but avéré de le priver de 15% de son territoire. Une large partie de sa population demeure néanmoins favorable à une intégration à l'UE, pour des raisons essentiellement économiques et pragmatiques. En dépit de 20 ans de désastres et de réduction territoriale presque à l'état d'avant 1912, l'intégration à l'UE de la Serbie est d'une incidence déterminante pour celle de la plus grande partie des Balkans Occidentaux.

Dans une interview, donné le 8 novembre dernier au quotidien de Belgrade *Danas*, l'ambassadeur de Norvège fait allusion au faible soutien de l'opinion publique en Serbie au

⁵⁸ Stratégie qu'on comprend mieux en lisant la suite: «Turkey is a place I have gone to several times in the past few years and expect to revisit many times. In my book, "The Next 100 Years," I argued that Turkey will be a great power in the next 50 years or so. I'm comfortable with my long-term prediction, but the next decade will be a period of transition for Turkey, from being one of the countries confronting the Soviets under the U.S. alliance system to being a resurgent power in its own right. It will be no one's pawn, and it will be asserting its interests beyond its borders. Indeed, as its power increases in the Balkans, Turkey will be one of the forces that countries like Romania will have to face». Read more: Geopolitical Journey, Part 2: Borderlands | STRATFOR; Geopolitical Journey, Part 2: Borderlands is republished with permission of STRATFOR.

regard d'une intégration à l'OTAN⁵⁹. Il devait avoir en vue l'accueil plus que glacial réservé un jour plus tôt à l'ex ambassadeur des USA Montgomery à l'Assemblée générale du plus grand parti du pays, celui du Progrès, un accueil houleux malgré le fait que les dirigeants de ce parti de droite affichent une orientation résolument euroatlantique. Dans un pays censé s'aligner sur le modèle démocratique l'opinion publique devrait avoir quelque incidence sur un acte aussi déterminant que l'entrée dans l'OTAN, même si ce ne fut nullement le cas dans la Bulgarie voisine lors des bombardements intensifs de la Serbie en 1999. Si tant est que le gouvernement serbe en tient compte, d'autant que les élections anticipées pourraient avoir lieu dès le printemps prochain, il convient d'envisager ce qui pourrait faire évoluer, voir infléchir, cette opinion à défaut d'une amnésie généralisée de sa mémoire des vingt dernières années. Ce pourrait être une ouverture de l'OTAN vers une plus grande coopération avec la Russie. Non pas en raison d'un attrait plus qu'improbable du plus grand pays slave et orthodoxe, une affinité trop souvent largement exagéré dans les stéréotypies eurocentristes, mais avant tout en raison de l'attitude jugée systématiquement hostile à la Serbie de la part les puissances occidentales dans l'après-guerre froide. Des conditions de vie plus viables, le respect des droits de l'homme pour les minorités au Kosovo, les Serbes en premier lieu, que le protectorat de l'EULEX et la KFOR devraient pouvoir assurer, serait susceptible d'assurer une plus grande crédibilité quant à l'attitude des Occidentaux à leur égard. Le sort réservé à ce qui reste des Serbes au Kosovo étant sans doute le plus grand obstacle à l'adhésion de l'opinion publique en Serbie à une intégration à l'OTAN.

⁵⁹ file:///Users/boskobojovic/Desktop/Dnevni%20list%20Danas%20%7C%20Glo-
bus%20%7C%20Nikolić%20i%20vlada%20na%20istom%20putu.webarchive

Concernant ce qu'il convient à juste titre de désigner par une visibilité de plus en plus grande de l'implication de la Turquie dans les Balkans⁶⁰, il suffit de constater qu'elle est inversement proportionnelle à l'intégration des Balkans Occidentaux dans l'UE. Autrement dit, que la temporisation de l'intégration euroatlantique des pays des Balkans Occidentaux laisse un champ libre à la médiation de la Turquie, principalement en faveur des populations et des pays musulmans des Balkans. Dans l'hypothèse où l'UE voudrait préserver tout ou partie de son avenir sur cette partie de l'Europe, ce ne serait certainement pas en la laissant trop longtemps à l'écart de son intégration. Quant à la Turquie, son attitude et les effets de son immiscions dans les zones sensibles des Balkans sont l'un des critères les plus probants quant à la crédibilité de sa vocation européenne.

Paris, octobre 2010

Bosko I. Bojovic

Institut des Etudes Balkaniques, Belgrade

EHESS, Paris

<http://www.rastko.rs/kosovo/raspeto/default.htm> RASPETO KOSOVO

⁶⁰ Qu'il est plus aisé de comprendre en lisant: «While the United States can welcome a powerful Turkey, the same can't be said for a powerful Russia, particularly not one allied with Germany. The single greatest American fear should not be China or al Qaeda. It is the amalgamation of the European Peninsula's technology with Russia's natural resources. That would create a power that could challenge American primacy. That was what the 20th century was all about. The German-Russian relationship, however early and subdued it might be, must affect the United States». Read more: Geopolitical Journey, Part 2: Borderlands | STRATFOR; Geopolitical Journey, Part 2: Borderlands is republished with permission of STRATFOR.; sur une stratégie qu'on pourrait résumer par une concession des Balkans à la Turquie afin d'empêcher le rapprochement de l'Allemagne et de l'UE avec la Russie. Alors qu'elle s'affiche comme indépendante de l'administration officielle, la vision de Friedeman n'en est pas moins singulièrement proche de la réalité des faits auxquels on assiste dans les Balkans depuis la fin de la guerre froide.

ANNEXE

RAPPORT DE DICK MARTY AU CONSEIL DE L'EUROPE¹

Intitulé «Traitement inhumain de personnes et trafic illégal d'organes humains au Kosovo», établi à la demande de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'UE, sous la direction du député suisse de l'Alliance des démocraties et des libéraux pour l'Europe, Dick Marty, le rapporteur spécial du Conseil de l'Europe, son rapport «restreint» (*Restricted rapport*) fut rendu public le 12 décembre 2010, en une «version provisoire».

Un rapport qui comprend des révélations troublantes sur un trafic massif d'organes organisé par l'UCK, impliquant les plus hauts responsables albanais du Kosovo, au su des hauts fonctionnaires internationaux, avec les organes prélevés sur quelque 470 personnes portées disparues après l'instauration du protectorat en juin 1999, détenues dans des lieux tenus secrets en Albanie du Nord². Soumis à des traitements inhu-

¹ Rapport approuvé par l'assemblée du Conseil de l'Europe en janvier 2011.

² «L'ONU a disposé de témoignages précis dès 2003, sur un possible trafic d'organes organisé au Kosovo, en Albanie et dans d'autres pays étrangers, depuis l'immédiat après-guerre jusqu'en 2000.»

«L'information est basée sur un document confidentiel, en fait une compilation de rapports d'enquêtes et un échange de lettres entre des représentants importants des Nations unies au Kosovo et du Tribunal pénal international, daté du 30 octobre 2003. Le document mis en ligne, dont une grande partie a été censurée dans le but évident de protéger les témoins, décrit comment des victimes d'enlèvement de la part d'éléments de l'UCK au Kosovo, ont été emprisonnés, parfois torturés, puis transportés en Albanie du nord dans des camps de détention clandestins.»

maines et dégradants, ces prisonniers, dont presque 400 sont Serbes, ont fini par disparaître. Le rapport déplore le manque de coopération et l'obstruction des autorités albanaises, impliquant la destruction des preuves, le peu d'entrain des autorités internationales à faire des investigations en ce sens et la quasi-impossibilité de mener à bien une enquête plus avancée. Il fait appel à une enquête approfondie sur ce trafic d'organes humains qui ne pouvait être organisé sans une logistique importante à l'échelle locale et internationale, ainsi qu'avec des complicités avancées aux différents niveaux hiérarchique. Alors que le TPIY, qui avait commencé à procéder à un premier examen sur place pour constater l'existence de traces d'un éventuel trafic d'organes, a abandonné ces investigations, les éléments de preuves prélevés à Rripe en Albanie ont été détruits, et aucune enquête n'a été diligentée par la suite, bien que l'affaire soit considérée pourtant comme sérieuse, au point que l'ancienne Procureure du TPIY a estimé nécessaire de la rendre publique dans son livre³.

«Si certains prisonniers auraient été exécutés et enterrés en Albanie pour masquer les traces d'exactions au Kosovo, d'autres prisonniers ont reçu un «traitement de faveur», en l'occurrence une absence de tortures et une nourriture abondante avant d'être transférés dans une clinique improvisée, la fameuse «maison jaune» des environs de Burrell, où leurs organes auraient été extraits par des médecins albanais et étrangers, dans le but d'alimenter des filières internationales de trafic d'organes. Les restes des victimes auraient été enterrés dans plusieurs sites, toujours en Albanie.

La plupart des victimes auraient été des Serbes du Kosovo, mais le rapport mentionne aussi des jeunes femmes originaires d'Europe de l'Est et même d'Albanie, qui auraient subi le même sort.

Les organes auraient été transportés par voitures à l'Aéroport de Tirana, puis expédiés par avion vers d'autres pays.

Le trafic aurait été supervisé ou organisé avec l'assentiment de hauts responsables de l'UCK. Le rapport cite ainsi les noms des frères Ramush et Daut Haradinaj, mais pas celui de l'actuel Premier ministre du Kosovo Hashim Thaçi, pourtant soupçonné de faits similaires dans le rapport du parlementaire suisse Dick Marty».

Trafic d'organes de l'UCK: «Au Kosovo, tout le monde est au courant»

³ Carla Del Ponte, *La chasse. Moi et les criminels de guerre*, 2008.

«Au Kosovo tout le monde est au courant de ce qui s'est passé et de ce qui se passe encore, mais les gens n'en parlent pas, sinon en privé», assure Dick Marty, enquêteur pour le Conseil de l'Europe. Révélé par Carla Del Ponte au printemps 2008 sans preuves tangibles, ce trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes par

Partant des allégations de l'ancienne Procureure du TPIY, Carla del Ponte, diligentée par l'APCE, l'enquête minutieuse menée par Dick Marty révèle une série de traitements inhumains et dégradants, de déportations, de tortures, de prélèvement et de trafic illicites d'organes, d'abus sexuels sur les femmes déportées, de disparitions, perpétrés sur les personnes enlevées notamment après la fin des hostilités, le 12 juin 1999, traitements appliqués essentiellement à quelque 470 civils Serbes. Sous la direction de Hasim Taci, principal chef de la guerre de 1999 et actuel Premier ministre du Kosovo, la mise en œuvre de ces pratiques dont **«certaines semblent avoir dépassé le seuil de crimes de guerre** «(§ 101 du Rapport Marty), est réalisée par l'UCK (Armée de Libération du Kosovo), au su et avec la complicité tacite des autorités et de l'administration du protectorat établi par l'intervention armée de l'OTAN contre la Serbie en mars-juin 1999, sans l'autorisation de l'ONU. Le Rapport Marty révèle notamment le caractère mafieux de l'UCK dirigé d'une main de fer par le chef d'une de ces factions, Hasim Taci, devenu maître incontesté d'un organisme assimilé au crime organisé à l'échelle du Kosovo et en partie de l'Albanie⁴.

Les révélations gravissimes de ce «Rapport restreint» de Marty diligenté par l'UE, sont de nature à placer la communauté internationale devant un dilemme lourd de conséquence: ignorer l'ardoise de ces révélations plus que compromettantes

certaines membres de l'UCK n'avait jusqu'à présent jamais été plus qu'une rumeur. Le rapport détaillé de Dick Marty est explosif: non seulement il affirme l'existence du trafic, mais il met directement en cause l'homme fort du Kosovo, Hashim Thaçi, http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&cid_article=16529

⁴ «Meurtres politiques au Kosovo: «nous avons tué 600 personnes en un an»:

«Nazim Bllaca, l'ancien tueur du PDK et du SHIK, poursuit ses confessions, expliquant comment il a contribué à l'élimination des rivaux politiques du parti, principalement des cadres de la LDK. Bllaca souligne qu'il a toujours agi sur ordre, et dénonce «un groupe très étroit de profiteurs et de criminels»: Kadri Veseli, le chef du SHIK, Azem Sylja, oncle de Hashim Thaçi, le ministre Fatmir Limaj, etc. Aucune date n'est encore fixée pour l'ouverture de son procès», cf. *Koha Ditore*, 12/01/2011, en français dans: <http://balkans.courriers.info/article16826.html>

et se placer de fait irrémédiablement du côté du crime organisé et des pratiques les plus barbares au mépris des valeurs incessamment assénées afin de justifier les interventions militaires pour des raisons humanitaires; ou bien accéder à l'appel de Marty pour approfondir son enquête⁵, ce qui devrait aboutir à la création par l'ONU⁶ d'un TPI⁷ semblable à celui créé

⁵ Le Rapport Marty ayant été approuvé par le Conseil de l'UE, «Le procès de Sabit Geci et Riza Alijaj, deux anciens commandants de l'UÇK, va s'ouvrir le 28 février. Également cités dans le rapport Marty sur le trafic d'organes, les deux hommes sont accusés d'avoir dirigé les camps de Kukes et Cahan, dans le nord de l'Albanie, où des «collaborateurs» supposés du régime serbe et des sympathisants de la LDK ont été détenus et torturés durant la guerre. *Koha Ditore* publie des témoignages accablants». *Koha Ditore*, 17 janvier 2011 (<http://balkans.courriers.info/article16834.html>). «Le rapport de Dick Marty identifie le chirurgien Shaip Muja comme une personne centrale qui aurait procédé au «prélèvement forcé d'organes» sur les prisonniers de l'UÇK. M. Marty indique aussi que l'affaire Medicus est «étroitement liée» à celle du trafic d'organes, car elle concerne, «en partie, les mêmes acteurs, aussi bien kosovars qu'étrangers.»; «Le procès de la clinique Medicus devrait bientôt commencer à Priština. Neuf personnes, dont le chirurgien turc, Yusuf Ercin Sonmez, surnommé «Docteur Vautour», sont accusées d'avoir organisé au sein de l'établissement un trafic international d'organes. Shaip Muja, conseiller d'Hashim Thaçi pour la santé et ancien de l'UÇK pourrait être bientôt mis en examen par l'Eulex dans cette affaire», cf. <http://balkans.courriers.info/article16862.html>

⁶ «Au moment où le Kosovo célèbre les trois ans de sa déclaration d'indépendance, le Conseil de Sécurité des Nations unies a examiné mercredi (17/02/2011) le rapport trimestriel sur la situation dans le pays. Les débats ont été dominés par le rapport de Dick Marty sur le trafic d'organes. Le chef de la diplomatie serbe, Vuk Jeremić, a réclamé la création d'un tribunal ad hoc, placé sous l'autorité directe du Conseil de sécurité». En présentant son rapport trimestriel, le chef de la Minuk, Lamberto Zannier, a exprimé l'espoir que le nouveau gouvernement du Kosovo ne serait composé de gens «aux mains propres». Il a aussi souhaité qu'une enquête soit très rapidement ouverte sur le trafic d'organes. «Selon moi, le rapport du Conseil de l'Europe doit être considéré avec sérieux. Une enquête doit être ouverte, et j'appelle tous ceux qui ont connaissance des faits liés à ce dossier, y compris Dick Marty, à remettre les preuves et les témoignages dont ils disposent aux institutions compétentes. Une des préconditions majeures est toutefois que la sécurité des témoins soit assurée. J'ai discuté de ce sujet avec le chef de la mission Eulex, qui m'a certifié que cette mission avait les compétences requises, selon la résolution 1244, pour mener à bien l'enquête», <http://balkans.courriers.info/article16917.html>

⁷ «Le trafic d'organe a aussi été l'un des points de discussions principaux au Conseil de Sécurité de l'ONU qui s'est tenu le 16 janvier, mais les diplomates n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'organisation qui devrait mener une telle enquête. D'un côté, certains pays et le Kosovo réclament une enquête menée par la mission de police et de justice européenne EULEX, d'autres, dont la Serbie, demandent la constitution d'un tribunal spécial mandaté par le Conseil de sécurité».

pour le Liban en 2007. Ce qui semble difficile à éviter dans les deux cas est le discrédit et la délégitimation de l'intervention dite humanitaire, ainsi que de la reconnaissance unilatérale d'une sécession au profit du crime organisé et au mépris de la sécurité et de la stabilité d'une des zones les plus sensibles de l'Europe.

L'ethnicisation du Kosovo au profit de ce que fut la minorité albanaise dans l'Ex-Yougoslavie, avec le départ forcé de plus de 300.000 non-Albanais, le sort inadmissible et la ghettoisation imposée aux minorités résiduelles de ce protectorat occidental, avec la majoration forcée ayant pour effet la purification ethnique des populations chrétiennes et serbes en premier lieu, la destruction systématique de leurs lieux de culte, de leurs cimetières, de leur patrimoine et de tout ce qui touche à leur mémoire, au nom d'une prétendue stabilité - prise en otage par le crime organisé de la pire espèce, voici le bilan d'une UE à la traîne des USA, aussi peu glorieux que celui des autres interventions «civilisatrices» de par le monde. Un bilan qui place les pro-européens dans le domaine civil et les «modernistes» dans le domaine religieux et confessionnel dans une position d'autant plus délicate, que placée dans une perspective d'intégration européenne qui semble se défilier avec le temps, par le désenchantement imposé à une transition tardive et une modernité à cours des ressources, en perte de vitesse et d'attraits.

Bosko Bojovic
EHES/ECPD

«À l'époque des faits, les missions de l'ONU, de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les militaires de l'Otan, soit plusieurs dizaines de milliers de personnes en charge de l'administration du Kosovo et de la sécurité de ses habitants, étaient déployées sur le territoire. Mais dépassées par le chaos qui y régnait, elles n'ont pas réagi aux nombreuses exactions commises sur le terrain par l'organisation séparatiste kosovar»

Trafic d'organes de l'UCK: «Au Kosovo, tout le monde est au courant»

